

Subject Files Regarding Political and Security Matters

Reports and Correspondence

C/POL/113(3) - Bukavu (2)

10/08/1960 - 12/02/1962

2/3

PLEASE RETAIN  
ORIGINAL ORDER

Personal & Confidential  
H.C.

UN ARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 8

FILE 1

ACC. DAG 13/1.6.10

DECLASSIFIED



Bukavu le 20-7-1961

Monsieur Cuperus  
Chef de la Mission Civile ONUC

Bukavu

Je me permets de vous mettre au  
courant de la situation actuelle dans la ville  
de Bukavu:

- 1) Les 3 détenus ne sont pas en résidence surveillée.
- 2) Suivant le bruit qui court ils seraient transférés  
dans un endroit inconnu

- 3) Certains intéressés ont demandé des renseignements et les réponses informations ont été  
contradictoires et vagues:

En effet, le camp ~~Sai~~ signale  
que les détenus en question se trouveraient  
au camp militaire de Bagira.

par contre du camp militaire de  
Bagira on reçoit des informations selon les-  
quelles ils seraient au camp Sai ~~du~~.

Conclusion: plusieurs sont presque convenus  
que les dits détenus qu'ils seraient déjà  
disparus.

En cet état de chose nous  
vous saurions gré de bien vouloir faire  
le nécessaire afin de désigner une commission  
médicale ONUC chargée d'enquêter sur



sur leur état de santé - ainsi : us pouvons savoir si  
ou non ils sont en vie encore.

4- L'arrestation des ministres - Wakubila - Nkuhira -  
Paluku et Hamusini est imminente

5- On envisage non seulement leur arrestation mais  
éventuellement leur disparition totale -

6- Nous vous signalons un très grand danger tant  
pour les personnes de l'opposition que pour l'  
ONUC-Kivu elle-même :

- Certaines personnes sont engagées à l'ONUC  
dans le seul but d'espionner l'activité  
de l'ONUC et éventuellement voler des  
documents confidentiels susceptibles  
de compromettre l'activité de l'ONUC :  
Tels par exemple : M<sup>rs</sup> Nassa Thomas qui sert  
depuis quelques jours comme interprète.  
Nous vous faisons remarquer que ce Monsieur  
est le bras droit de M<sup>r</sup> KASHAMURA.
- Le dictateur SANTANA a déjà trahi plusieurs  
intérêts et secrets de l'ONUC et de  
vous même.

7° Nous pris connaissance de certaines manœuvres organi-  
sées contre vous par M<sup>r</sup> OMARHI Adrien  
Ci-joint copies de certains messages :  
notamment - un message téléphonique du 17/7/67

8° La population est indignée des manœuvres du  
Président - elle est presque découragée  
suite à l'arrestation du Vice-Président du  
Ministre de l'Enseignement et de l'éducation  
Labonimpa - et de autres arrestations envisagées.

9° Quant à moi je constate qu'il n'y a pas encore de sécurité  
et je retourne à mon logement chez les Nigériens.

Profi Dindimi

Quant à M<sup>rs</sup> Nassa Thomas nous n'étions  
pas tous saisis des communications  
et son activité peut être dangereuse  
au niveau de la radio Publique.  
Il est apparemment l'un des juges - mais  
nous nous n'avons pas confiance en ce Monsieur.



Monsieur CUPERUS

A toutes fins utiles nous envoyons une copie d'un télégramme émis par la Province à votre sujet.

VICE PREMIER MINISTRE GIZENGA STAN  
GENERAL LUNDULA STAN  
ONUC LEO  
SECRETAIRE GENERAL ONU NEUUYORK

N°7118/CAB AUTORITES CIVILES MILITAIRES ET POLICIERES REUNIES  
CE JOUR POUR EXAMINER SITUATION PROVINCE KIVU CONSTATENT MANOEUVRES  
DANGEREUSES ET SUBVERSIVES CONTRE GOUVERNEMENT LEGAL ETABLI ET CONTRE  
GPUVERNEMENT PROVINCIALE PAR CHEF MISSION CIVILE ONUC BUKAVU MONSIEUR  
CUPERUS STOP PLUSIEURES DEMARCHES DEJA ENTREPRISES PAR INTERESSE POUR  
SOUDOYER PLUSIEURS MINISTRES ET MILITAIRES STOP SON INTENTION ETRE  
PROVOQUER COUP ETAT POUR BALKANISER PROKIVU EN INVESTISSANT ELEMENTS  
CORROMPUS FAVORABLES A LA CESSION PROVINCE STOP CAS FLAGRANT ETRE  
DECELE ET ENQUETE EN COURS STOP VOUS TIENDRONS COURANT PROCHAIN COURRIER  
STOP VOUS PRIONS EN CONSEQUENCE FAIRE DEMARCHES URGENTES POUR  
REMPLACEMENT IMMEDIAT CUPERUS PAR AUTRE CHEF MISSION CIVILE ONUC KIVU-  
MANIEMA STOP SINON TROUBLES GRAVES INEVITABLES DANS DEUX SEMAINES  
TOUTE ETENDUE PROVINCE STOP ATTENDONS DECISION URGENTE REMPLACEMENT  
CUPERUS ET RESPECTUEUX DEVOUEMENT

Sé/ PRESIDENT GOUPRO

COMMANDANT

COMPOLICE CHEF



17.7.61. Messaro. L. f. pour General Dumoula  
enchanté au Président Goupis.

CITATION:

Il y a certains ministres qui sont entraînés de séduire  
les militaires en leur promettant septante ~~millions~~ mille  
francs (70.000 fr.)

Demande quelle sanction faut-il leur appliquer.

Réponse: CITATION

Aucune arrestation, peine pour les ministres. On est entraîné de  
préparer les travaux au Parlement; il ne faut plus  
fomenté les troubles.

Quant aux militaires qui se font payer de l'argent en  
dehors de leurs emplacements, il faut les arrêter.

Nous vous enverrons incessamment leur solde dont nous  
avons déjà une partie fin citation -



C1

bukavu

CONGO BELGE — BELGISCH-CONGO  
SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
DIENST DER TELEVERBINDINGEN

NUMERO Nummer	ORIGINE Oorsprong	MOTS Woorden	DATE Datum	HEURE Uur	VIA Via

Arrivé à  
Aangekomen te  
19 7 61  
Heure : 1612  
Uur :

Indications de service  
taxées.  
Betaalde dienstaanwij-  
zingen.

## TÉLÉGRAMME Telegram

ONU QG LEO-

Explications des abrévia-  
tions admises pour les in-  
dications de service ta-  
xées :  
Verklaring van de afkor-  
tingen toegelaten voor de  
betaalde dienstaanwijzin-  
gen :  
RP = Réponse payée.  
Antwoord betaald.  
LT = Télégramme lettre.  
Brieftelegram.  
CR = Accusé de récep.  
Kennisgeving van  
ontvangst.  
TC = Collationnement.  
Te collationneren.

La Colonie n'est soumise à aucune responsabilité en raison de la correspondance privée par voie télégraphique.  
De Kolonie is niet verantwoordelijk wat betreft de private correspondentie langs telegrafische weg.

(Ordonnance législative n° 254/Télec. du 23 août 1940.)  
(Wetgevende ordonnantie nr. 254/Telev. van 23 augustus 1940.)

offpriorite - tm3 - cta

*File*  
*24 50 → 7 P*  
*vu*

excellence vice premier ministre gizenga - general lundula  
stanleyville - onu qg leopoldville =

f s 224/2170 bukavu 156/154 18 1400 =

no 7118/cab autorites civiles militaires et policières réunies  
ce jour pour examiner situation province kivu constatent manoeuvres  
dangereuse et subversives contre gouvernement légal établi et contre  
gouvernement provincial par chef mission civil onuc bukavu monsieur  
cuperus stop plusieurs démarches déjà entreprises par intérêt  
pour soudoyer plusieurs ministres et militaires stop son inter-  
vention être provoquer coup état pour balcaniser prokivu en investis-  
sant éléments corrompus favorable à la cession province stop cas  
flagrant être décelé et enquête en cours stop vous tiendrons courant  
prochain courrier stop vous prions en conséquence faire démarches  
urgentes pour remplacement immédiat cuperus par autre chef mission  
civile onuc kivu maniema stop sinon troubles graves inévitables  
dans deux semaines toute étendue province stop attendons décision  
urgente remplacement cuperus stop respectueusement devoue full stop

Le presigoupro omarhi pour le cométat Le chef cab le  
commandant de 7<sup>ème</sup> bataillon gd +

cfm 224/2170 7118/cab .-



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 748  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

*LOH min  
Bukawa*

*C/PO L/140/1/2*

12 July 1961

A Dr. S. Linner, ONUC, Léopoldville  
De J. Azzam, Coquilhatville  
Objet Request from Mr. A.J. Omari, Commissioner Extraordinary

Further to my cable JA-7 of this date, I am enclosing herewith the letter received from Mr. A.J. Omari, Commissioner Extraordinary for the Equateur Province, requesting UN assistance for bringing his wife from Kivu Province.

cc: Mr. R.J.B. Rossborough, with a copy of the letter.



Antoine J. OMARI

COQUILHATVILLE.-

Cequilhatville, le 11.7.1961.

Monsieur AZZAM,  
Représentant des Opérations  
Civiles de l'O.N.U.  
à COQUILHATVILLE.-

Monsieur le Représentant,

En confirmation de nos entretiens antérieurs, j'ai l'honneur de solliciter la bienveillante intervention des services des Nations-Unies au Congo pour les faits suivants :

- 1°) Ma femme APERI FEZA Léonie et mes enfants Prosper et Gérard se trouvent bloqués dans le Maniema et vivent dans l'insécurité depuis plusieurs mois. Je suis sans leurs nouvelles depuis le 25 décembre dernier. Je saurais infiniment gré aux services de l'O.N.U. de bien vouloir les ramener le plus rapidement possible à Cequilhatville via Léopoldville.  
Ci-après, quelques indications d'ordre géographique de leur demeure :

Province du Kivu-Maniema  
District du Maniema  
Territoire de Kibembe  
Chefferie des Ankutshu (chef-lieu Wembe-Lusanba)  
Village Defu  
Route Kibembe-Lubefu - Km. 115.

- 2°) Ayant résidé à Elisabethville jusqu'au 22 avril dernier comme invité du Gouvernement Katangais, j'ai laissé en cette ville, dans une chambre du Guest-House sis Boulevard Elisabeth n° 1681, les effets ci-après :

- 1 fusil de chasse calibre 12
- 1 pistolet FN. 9mm court (enfermé dans une serviette)
- 1 lot de cartouches emballées dans un paquet de linge
- 2 costumes et plusieurs chemises
- 4 paires de souliers
- des imprimés et divers petits objets.

N'ayant plus de possibilité de retourner à Elisabethville, je vous serais très obligé de bien vouloir intervenir pour me faire parvenir ces biens à Cequilhatville à votre plus prompt convenance.

Il est à préciser que le serviteur du Gouvernement Katangais assurant la garde de l'immeuble précité (et logeant dans une annexe sise dans la parcelle) est au courant de tout ce qui m'y appartient.

En vous remerciant vivement pour votre bienveillante intervention en ce qui précède, je vous prie d'agréer, Monsieur le Représentant, l'expression de ma parfaite considération.-

A.J. OMARI.  
COMMISSAIRE GENERAL EXTRAORDINAIRE.



22/7

ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

Ref.: 572/61

Bukavu, 12 July 1961

Dear Mr. Kelly,

I received your letter of 26 June asking me to intervene if possible to the effect that an import license be granted by the Kivu authorities to Mr. Bielski for the import of 8,000 lts. of mazout per month for the three factories of the Mubigo Cooperative.

As regards this request I will certainly see what I can do to help Mr. Bielski, but I must warn you that interventions of this kind on my part can hardly be expected to bear much fruit. The situation, as regards foreign currencies, in this province is very bad indeed, and that is partly due to the fact that the Kivu Province is no longer supported by the Central Government of Leopoldville. In fact, as far as I know, the establishment of an import-export license office at Bukavu is already more or less in contradiction with the attempt of Leopoldville to put political pressure on the people here by stopping all economic aid. During the last weeks, we have been receiving continuously cases from various quarters to help out with foreign currency and I expect that a number of such requests will increase as the situation becomes more and more difficult. I understand that in view of the actual political situation in Leopoldville we cannot expect a change of the attitude. It will be interesting for me to learn to what extent ONUC/Leopoldville feels that improvement in the relations is forthcoming so that we can work out a policy with regard to the requests that are made to us.

Yours sincerely,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'K.W. Cuperus', is written over a horizontal line.

K.W. Cuperus  
Chief ONUC Civilian Officer  
for Kivu

Mr. J.D.R. Kelly  
Assistant to the Special Representative  
ONUC, Leopoldville



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

No. 553/61

Bukavu 7 July 1961

A : Mr. J. Kelly, Assistant to Special Representative, ONUC, Leopoldville  
De : K.W. Cuperus, Chief Civilian Officer, ONUC Bukavu  
Objet : Nya Ngezi

BV-274

Further to my note No. 547 of 5 July I wish to make the following complementary observations.

I have touched upon the points raised under 2 b, c, d mentioned in the note of the CO of 2 QONR dated 1 July in a very long discussion I had this afternoon with the President of the Provincial Government, Mr. Omari. The reaction as I already expected was fairly negative. In fact he said that the whole question was to be considered as to be of an interior character and that therefore ONUC should not intervene or act as a spokesman for those who have suffered as a result of the ANC reprisal raid to Nya Ngezi. In view of this attitude which shows the tendency to save the face of the ANC as much as possible and moreover is a fairly clear indication of the incompetence of the President, the question arises what attitude ONUC should adopt. According to my latest instructions from Dr. Linner, and I should limit myself with regards to the interventions to the Provincial Government pending improvement of the political situation at the national level.

I would appreciate if you could let me know what feelings are at Headquarters with regards to further action. Personally I am of the opinion that a strong intervention on my part would cause damage in my relations with the Government which actually are not too bad but on the other hand we must realise that practically all those who have suffered in the events consider ONUC as the only official standby and by doing nothing we would lose certainly the confidence of a great number of people.

KWCuperus/bc





*Mr. Fabry*

ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

No. 394/61

Bukavu 7 juin 1961

*St*  
TO : Dr. Sture Linner, Représentant Spécial, ONUC Leo  
FROM : K.W. Cuperus, Chef de la Mission Civile de l'ONUC  
SUBJECT : Bukavu *pm*  
"Parchemin" des Bakusu

Je vous envoie ci-joint copie d'un document assez extraordinaire que j'ai trouvé dans mon courrier après les événements des derniers jours. Il est probable que vous avez déjà vu ce document concernant les activités des Bakusu.

Le seul commentaire que je puisse faire à ce sujet est que j'ai bien l'impression que les quatre ministres qui ont été déboulonnés ont tâché de faire le travail selon les instructions contenues dans ce document.

cc: M. Micuta, A/Chef de Mission, Stanleyville



PARCHEMIN QUE TOUT ANKUTSHU (BAKUSU).  
DOIT AVOIR ET CONNAITRE PAR COEUR.

- 1/ Tout Mukusu doit l'estime et confiance parfaite à notre Libérateur LUMUMBA Patrice, le plus grand Leader du Congo.
  - 2/ Tout Mukusu est recommandé de faire un effort spécial pour montrer sa noblesse, crier fort et surtout pour intimider les autres races qui sont à côté de nous.
  - 3/ Ne jamais avoir peur de montrer et de convaincre les gens de notre supériorité ou s'inspirer notre émulation, car derrière nous, nous avons une force suprême à nous aider sans hésiter sur quoique ce soit.
  - 4/ Après que les autres tribus sont intimidées par nos menaces et cris, nous serons prêts à les soumettre à notre domination totale.
  - 5/ Ne pas avoir peur de perdre beaucoup d'argent, nous en avons en suffisance, cela est le seul moyen malicieux pour avoir facilement tout le Congo en nos mains. Sans gaspiller de l'argent nous n'aurons pas la facilité de nous attirer d'adeptes, car le Congo doit devenir notre possession et notre domaine Ankutshu.
  - 6/ Vous êtes sans ignorer que le blanc est notre ennemi, sans lui le Congo serait déjà notre souveraineté, car à l'époque des Arabes notre race avait ravagé plusieurs pays qu'elle avait mis sous notre domination.
  - 7/ Nous devons poursuivre l'œuvre de nos parents et si nous ne parvenons pas à soumettre quelque têtard, recourir à la force, si non à la violence.
  - 8/ L'arme la plus forte qu'il faut se servir dès le début est le mensonge, car une fois excités la masse, l'accusé se verra attaqué et ne pourra plus le concurrencer.
  - 9/ Le plus grand ennemi de notre initiative est le clergé, il a le plus grand monopole sur plusieurs gens. Il faut employer la ruse pour l'en paralyser; ne jamais le respecter, lui chercher la plus de misères possibles pour qu'il n'ait pas de moyen de nous opposer aux ennemis. Chercher tous les moyens faux pour l'opposer au peuple, même à ses fidèles, à fin de changer sa doctrine, et imposer notre doctrine que vous connaissez.
  - 10/ Exciter la masse de ne jamais pratiquer ni croire à la religion chrétienne, pour que celle-ci puisse se révolter plus facilement contre tous les missionnaires et prêtres séculiers.
  - 11/ Quand le Congo sera en entier à notre pouvoir, nous mettrons tous les nôtres au pouvoir à tous les postes de commandement, et les intellectuels d'autres races seront petit-à-petit supprimés.
  - 12/ Il est très nécessaire d'envoyer les nôtres dans toutes les universités du monde le plus grand nombre en Russie où nous aurons beaucoup plus de privilèges. Les finances que notre chef politique Lumumba a touchées est uniquement pour arriver à ce fait.
  - 13/ Vous vous adresserez aux gens qui sont faciles à dominer et tromper, car là nous serviront pour convaincre leurs frères de race à adopter notre doctrine. Ils croiront tous que nous leur faisons du bien et l'unité avec eux et surtout nous devons les avoir tels que les colonialistes faisaient semblant à nous traiter humainement.
  - 14/ Ne jamais refuser ceux d'autres races de se faire membres avec nous, mais jamais les faire confiance ni les placer où ils peuvent être bien considérés.
  - 15/ Ne jamais vous trahir entre vous-mêmes s'il s'agit de la mort; vous garderez le calme si vous n'avez pas d'argument à présenter. Ainsi nous dominerons le Congo entier et nous soumettrons tous les peuples congolais pendant toute l'éternité - Amen.
- Remarque: Ceci reste secret formel entre les Ankutshu seulement, ne jamais le montrer à qui que ce soit d'autre ethnie. Et si par malheur ceci tombe dans le sein d'autre race que nous, renier catégoriquement le fait et dire que ce sont des ennemis qui ont rédigé de tels idées pour nous causer d'ennuis.





CONFIDENTIELLE

=====

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

No. 391/61

INTER - OFFICE MEMORANDUM

Bukavu 6 June 1961 196

A : Dr. Sture Linner, A/Special Representative, ONUC Leo  
De : K.W. Cuperus, Chief Civilian Officer, Bukavu  
Objet : Entretiens avec deux Ministres de Stanleyville

J'ai eu ces derniers jours une série d'entretiens avec les Ministres Masséna et Lubaya du Gouvernement de Stanleyville. En dehors de toutes les questions touchant la situation politique et économique de la Province du Kivu, ils m'ont entretenu à plusieurs reprises de la situation du Congo en général et notamment de la convocation du Parlement.

Ils m'ont remis une lettre en me demandant de vous la transmettre. Ils y expliquent le point de vue du Gouvernement de Stanleyville en ce qui concerne l'endroit et les mesures de sécurité qui pourraient être prises par l'ONUC lors de la réouverture du Parlement. Je vous la transmets ci-joint sans autres commentaires de ma part que de souligner que les ministres de Stanleyville sont très attachés à l'idée d'une réunion à Kamina, qu'il sera très difficile de les convaincre qu'une convocation du Parlement à Leo pourrait également avoir lieu dans une atmosphère de sécurité. Je pense finalement que les Ministres de Stanleyville ont été convaincus, ces derniers jours, de la bonne volonté de l'ONU de les aider et il va sans dire que depuis que nos forces militaires se sont occupé de la sécurité des Ministres et des Députés lors de la réunion de l'Assemblée Provinciale, l'atmosphère ici s'est beaucoup améliorée. Les autos blindées des Malais et les nombreuses patrouilles mixtes ANC/ONUC ainsi que la fermeture complète de la salle de réunion à toute personne étrangère aux travaux de cette Assemblée, ont fait certainement leur effet.

J'espère vivement que ce retour à la sérénité va se poursuivre.

KWCuperus/bc



Province : ~~KIVU~~ =  
Provincie :

(1) N° CAB/034/MTP.

Réf. n° :

Annexe :

Bijlage :

Objet :

Voorwerp :

MEMORANDUM OFFICIEL ADRESSE AU SECRETAIRE  
GENERAL DE L'O.N.U. S/COUVERT DE SON REPRESENTANT A BUKAVU PAR G. ANDRE LUBAYA DEPUTE NATIONAL ACTUELLEMENT PRESIDENT DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE D'ENQUETE POUR LA PROVINCE DU KIVU-MANIEMA.-

Monsieur le Représentant,

Nous avons l'honneur de vous prier au nom du peuple congolais d'être notre interprète auprès du Secrétaire Général des Nations Unies pour lui faire comprendre nos aspirations les plus profondes qui sont celles de tout le peuple congolais en ce qui concerne l'ouverture prochaine de notre Parlement.

Le Secrétaire Général des Nations Unies après avoir été mis devant ses réelles responsabilités par l'Assemblée Générale de l'O.N.U. relativement à l'ouverture du Parlement Congolais, celui-ci laisse entendre qu'il appartient aux leaders politiques congolais de s'entendre sur tel ou tel lieu. Ce qui est d'ailleurs normal. Mais nous posons une question de savoir si ces derniers n'ont pas opté l'une ou l'autre localité sur toute l'étendue du territoire de la République du Congo ? Un fait est certain. Les leaders congolais de deux blocs rivaux ont opté chaque bloc un lieu de préférence. C'est ainsi que le bloc dit unitariste, a opté Kamina comme une seule localité présentant toutes les conditions garantissant la sécurité personnelle de tous les Parlementaires Congolais et permettant au Parlement de siéger librement.

Tandis que le bloc dit : fédéraliste; à choisir Léopoldville comme un lieu donnant toutes les garanties.

I.- Et voici maintenant quant à nous les causes plausibles qui nous opposent à accepter la réunion du Parlement à Léopoldville :

A/- Léopoldville est un marché international où la pénétration de la politique étrangère échappe souvent au contrôle des agents dits : de la Sûreté Nationale.

.../....

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro -- In het antwoord nummer en dagtekening vermelden.



- B/- Cette pénétration incontrôlée des politiciens étrangers dans la ville de Léopoldville, intensifie amplement l'influence extérieure sur les Parlementaires Congolais et par conséquent, complique le problème.
- C/- Léopoldville est le fief électoral de Mr.KASA-VUBU.
- D/- Léopoldville est un cercle armé où les soldats n'obéissent qu'aux ordres de KASA-VUBU et de MOBUTU.
- E/- C'est à Léopoldville où fut assassiné en octobre dernier Monsieur MABOSHI José, Membre du Gouvernement Provincial du Kasai Chargé de l'Enseignement par un groupe de voyoux et sous les drapeaux des Nations Unies.
- F/- C'est à Léopoldville que furent arrêtés encore sous les auspices de l'ONU les regrettés Premier Ministre Patrice EMERY LUMUMBA, Maurice M'POLO et Joseph OKITO.
- G/- C'est à Léopoldville qu'ont eu lieu plusieurs massacres causant la mort de nombreux Nationalistes Congolais et sous contrôle de l'O.N.U.
- H/- C'est à Léopoldville que fut réfugié au quartier général de l'O.N.U. Mr Joseph KASONGO, Président de la Chambre des Représentants. Compte tenu de tous ce qui précède, qu'elles étaient les mesures des sécurités sociales prises par l'O.N.U. en égard de tous ceux qui souffraient ?

II.- ~~Etc~~ actuellement voici les conditions qui nous obligent à accepter Kamina comme le lieu neutre où doit se tenir la réunion de notre Parlement;

- A/- Kamina est une localité du Congo actuellement épaulée de toute influence politique, commerciale et sociale.
- B/- Kamina est une localité qui n'est sous contrôle ni de KASA-VUBU, GIZENGA, KALONDI, TSHOMBE ni MUKENGE. Ce qui revient à dire que cette Ville n'a aucune influence des militaires de l'Armée Nationale Congolaise. Donc c'est une zone neutre.
- C/- La situation géographique de Kamina permet aux agents de la Sûreté d'effectuer le contrôle d'une façon normale et donne l'occasion à ceux-ci de refouler toute infiltration des politiciens étrangers ayant des intérêts au Congo.
- D/- Kamina présente les conditions normales garantissant la sécurité personnelle et sociale de tous les parlementaires et permet à ceux-ci de siéger valablement et de délibérer librement sans aucune influence de la politique extérieure.
- E/- Il est à noter qu'à Kamina l'O.N.U. doit prévoir un service de garde clôturant toute la ville de Kamina à 100 Km. de chaque côté et cela pour interdire l'entrée éventuelle de toute personne étrangère au Parlement.
- F/- Les travaux du Parlement bien qu'ils soient publics, ne seront publiés qu'après la clôture des séances de celui-ci. Cela permet à dire qu'au moment où le Parlement est en pleine séance, il sera interdit tous les journalistes, cineastes, photographes ou observateurs tant congolais qu'étrangers de pénétrer dans la zone neutre.  
Ce qui n'est pas possible à Léopoldville.

.... / ....



G/- Si l'O.N.U. a réellement le souci d'aider le peuple congolais à résoudre les problèmes politiques qui le préoccupent aujourd'hui, elle devra tenir compte de nos doléances formulées ci-dessus et ce n'est que dans l'esprit décrit plus haut que la majorité des Parlementaires Congolais entendent se réunir et discuter les questions qui endeuillent tous le territoire de la République du Congo.

Veuillez agréer, Monsieur le Représentant,  
l'assurance de notre très haute considération.

LE PRESIDENT DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE  
D'ENQUETE POUR LA PROVINCE DU KIVU-MANIEMA,  
G.A. LUBAYA. *Lubaya*



M. de Reynier,

ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

No. 547/61

Bukavu 5 July 1961

TO : Mr. J. Kelly, Assistant to Special Representative

FROM : K.W. Cuperus, ONUC Civilian Officer, Bukavu

SUBJECT : Nya Ngezi

Bv-274

I am sending you enclosed copy of a memorandum dated 1 July of the C.O. of 2 QONR concerning the Nya Ngezi incidents. After having looked into 2 points mentioned, I will send you my commenting.

KWCuperus/bc



O H U C  
2 0 0 1.  
BUREAU - CCMO

1 JUL 61

Civil Mission ✓

1961/171/5

1 Jul 61

NYA NGEZI

Subj:- ~~NYA NGEZI~~

Bv-274

1. Several patrols have been to Nya Ghese since the troubles of late May 61, the last one being joint ONU/ANG on 30 Jun 61. In addition, two representatives of the village population visited BUREAVU last week and pleaded with ONU to assist in bringing the chief and his people back from exile.
2. The Chief and his people have requested the following:-
  - a. resident ONU patrol for a few days, but WITHOUT ANG.
  - b. public declaration at Nya Ghese by senior ANG officers from BUREAVU that local pop will no longer be molested.
  - c. return by the ANG of furniture and livestock looted during and since disturbance.
  - d. compensation for houses and property destroyed
  - e. ONU bodyguard for Chief
  - f. Frequent visit by ONU doctor - there is confirmed outbreak of chicken pox
  - g. Frequent visit by ONU patrol after sub-para a above.
3. It is not possible to carry out request No 2 a. Nos 2 add are a matter for your Hq to pursue with the local Govt. It is intended, subject to other commitments, to carry out Nos 2a, b and f this week. It is hoped that a WHO doctor would be available to accompany patrol. No 2 g is subject to future developments.
4. It is suggested that strong representations be made to the Kivu Govt and ONU IHO about Nya Ghese. It is possible that our action here might determine the future trend of events in similar incidents.
5. Provisionally, a patrol of one company group, including Ferretts is is committed to go to Nya Ghese on Thursday 6 Jul and return on Monday 10 Jul 61.

BAJ/11

Copy two 3 Lts NGEZI.

*J. Adenrelegun*  
14 JUL 61  
Commanding BUREAU



A

~~M. Kelly~~

~~11~~ ~~Tichel~~  
86

AVEC LES COMPLIMENTS DE

~~M. Jean~~

DE LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS  
PROVINCIALES DES ENTREPRISES DU CONGO.

avec prière de bien vouloir aviser  
M. Robert Boroung H. qui l'a  
LE 29. VI. 61. par bonche

6, AVENUE RENKIN  
B. P. 84 - LÉOPOLDVILLE  
TÉL. 2780 - 2286



Le 4.6., une heure après la phonie, mon bureau a été encerclé et envahi par une quarantaine de gendarmes.

Nous sommes accusés de transmission de messages interdits au Katanga.

Palabres, explications, rien à faire, une demi-heure après, je me suis trouvé avec notre poste émetteur à l'Etat-major.

J'ai voulu défendre notre cause devant le commandant, car c'est lui-même qui m'a autorisé à reprendre notre poste, cette fois-ci, il n'a même pas voulu me recevoir. D'abord j'ai attendu pendant une heure, entouré d'une vingtaine de soldats qui m'ont pas manqué de m'insulter à leur aise; des noms de makaka, ....., sale flamand, etc... tombaient comme une grosse pluie; après cela, un soldat me dit que son commandant est fort occupé et fait dire que le poste doit rester à l'Etat-major et que moi je peux rentrer travailler; tous les matins, il faut qu'un opérateur aille là pour passer les messages ainsi que parler avec le bateau.

Enfin, ça s'est bien passé.

En revenant au bureau, je me suis fait attraper par un caporal qui a voulu me battre parce que j'avais fermé l'eau dans sa maison. Heureusement que ça s'est terminé par beaucoup d'injures. Par après, c'est HARDIAUX qui a subi le même sort. Jusqu'à présent, personne n'a été malmené, seulement SWENNEN a subi une perquisition dans sa maison pendant deux heures pour chercher la phone. Evidemment rien trouvé.

Pendant que nous étions à l'Etat-major, nous avons appris que deux agents SYMBAIN, venant chercher leurs papiers pour leur départ vers la Belgique, ont déjà été arrêtés.

La nouvelle s'est confirmée, car le lendemain, le Directeur DUVIVIER est arrivé avec un sénateur pour élargir les prisonniers.

Comme le jugement devait se faire vers minuit, le Directeur de SYMBAIN et le Sénateur ont soupé ensemble, gardés par la garde militaire habituelle pour les hauts fonctionnaires. Pendant ce temps, les gendarmes sont rentrés pour arrêter le biano et même le sénateur, car ils faisaient de la politique. Le sénateur a été relâché immédiatement, mais DUVIVIER a été malmené - coups et blessures - et a dû rester toute la nuit sur la barbe dans beaucoup de positions inconfortables. Il a été relâché aujourd'hui avec des excuses, mais les coups et blessures sont restés.



Actuellement, on est interpellé par les soldats à chaque moment. Ils malmenent la population noire et ils haïssent les Blancs, et une fois qu'on a attrapé sur sa figure, il n'y a personne pour l'enlever.

Toute la population blanche est inquiète pour le 30.5.61, car les soldats sont indisciplinés et ils se livrent à toutes sortes de barbaries. Chacun craint qu'ils entrent dans sa maison soit pour vider la glacière soit pour vous donner quelques coups parce que vous êtes Blancs.

Je vous décris la vie des trois derniers jours et nous avons des distractions pareilles en quantité; quand ce n'est pas avec les soldats, c'est avec nos travailleurs.

Les agents ne disent de plus en plus qu'ils en ont leur charge et ils ne demanderaient pas mieux que d'être mutés ailleurs. Ce n'est pas réjouissant.



Je ne permets de vous importuner de nouveau avec nos histoires congolaises. C'est que je me dois de vous signaler un regain de terrorisme dans la région. Les perquisitions domiciliaires se multiplient. Nos bureaux ont de nouveau été fouillés. Les postes émetteurs de CFL et de COFOLACS, restitués depuis peu, ont de nouveau été enlevés, et fonctionnent de nouveau au siège de l'Etat-major congolais. La population locale est victime de brutalités inimaginables de la part des militaires. Ceux-ci sont littéralement déchaînés et sèment la terreur dans la population. Leur commandant local, qui était un brave garçon, a vraisemblablement peur de ses hommes, car il n'y a plus moyen de se faire recevoir chez lui comme avant. Jeudi, des militaires s'embarquant pour Stanleyville ont déboulonné la statue du Baron EMPAIN et l'ont jetée dans le fleuve. Le plus fort, c'est que l'état habituel d'émeute autour du bureau de M. WILGOS est tel que celui-ci ne s'était même pas aperçu de cet enlèvement qui cependant n'a pas été certainement sans un grand vacarme de vociférations. Ceci vous en dit long sur les conditions dans lesquelles ce malheureux doit travailler.

Quoique beaucoup moins importunée que la population congolaise, la population européenne n'est pas entièrement épargnée. Les injures et les rebuffades sont monnaie courante de la part des militaires. Un Européen, agent de SYMBALIN, est au cachot depuis plusieurs jours, sans qu'on puisse savoir de quoi il s'agit. L'ONU, qui n'a plus ici qu'une poignée d'hommes, n'a garde de se mêler de quoi que ce soit, et déclare qu'elle n'a rien à y voir.

On s'interroge sur la cause de ces nouveaux troubles, et ici on les attribue généralement à la peur qui commencerait à régner parmi ces militaires qui entendent à la radio les nouvelles et qui commenceraient à sentir leur cause perdue. La plupart d'entre eux en ont évidemment gros sur la conscience et leur réaction de peur peut être très dangereuse.

Pour avoir émis en avril l'idée du déplacement de la D.A. COFOLACS vers Stan au cas où le personnel congolais ne nous laisserait pas diriger la société en toute liberté, nous sommes maintenant chaque jour l'objet de sollicitations de ce personnel pour appliquer cette décision et les sortir d'ici! Car tous espèrent maintenant un déplacement vers Stan. Pourtant, il ne faudrait pas s'y résigner trop vite, vu les inconvénients: quasi impossibilité d'emporter les archives - problème de la société de MALONGA - problème des RELEVAGES - problème du SERVICE MINIER.

Mais les difficultés rencontrées par le CFL sont telles que je crains chaque jour d'apprendre qu'il y a été jugé impossible de continuer. Et bien que les problèmes soient très différents de ceux de COFOLACS, il ne faut sans doute pas espérer que MM. GOEMAN et SCHIFFER resteraient ici, si les agents CFL s'en allaient. D'autant plus que, actuellement, il y a une nouvelle vague de départ parmi les rescapés européens du poste, et qu'il en restera somme toute assez peu.



Pourtant, nous savons qu'il ne s'agit ici que d'une nouvelle vague et que l'espoir est permis. Mais nous craignons aussi que le MANIEMA ne serve de refuge et de dernier bastion aux anarchistes et fauteurs de troubles expulsés progressivement des autres régions. Il faudra donc un effort tout spécial de la part des agents européens pour s'y maintenir encore.

Je vous transmets copie d'une lettre de la Chambre de Commerce adressée, à la demande de divers commerçants, à la Banque Centrale à Stanleyville. Le vrai destinataire devrait être l'Office des Changes à Léo qui en prend fort à son aise avec ceux qui ne peuvent aller en personne " rouspéter " là-bas. Mais dans les circonstances actuelles, il serait dangereux de s'adresser d'ici à un organisme officiel dépendant du Gouvernement de LEOPOLDVILLE. N'y a-t-il pas moyen de l'atteindre via la " P.E.C." ? Je joins une copie supplémentaire à toutes fins utiles.

Nous attendons aujourd'hui M. AUTRIQUE par l'avion de Stan, mais l'avion n'est pas arrivé - et déjà celui de dimanche dernier n'avait pu atterrir.



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC, LEOPOLDVILLE

Ref: 513/61

Bukavu, le 28 juin 1961

Monsieur le Commissaire de l'Etat,

Nous accusons réception de votre lettre du 20 juin par laquelle vous nous informez que certaines mesures ont été prises par le Gouvernement dans l'intérêt de votre pays. En ce qui concerne les différents sujets dont vous traitez dans votre lettre, nous vous faisons les observations suivantes.

1. Nous avons pris note du désir exprimé par le Gouvernement, de voir la frontière surveillée par des troupes des Nations Unies pour empêcher toute possibilité d'un conflit international. Nous supposons que vous faites une référence aux frontières de la province du Kivu avec les territoires de l'Uganda, du Ruanda-Urundi et du Tanganyika. Les autorités militaires de l'ONUC ont déjà fait des démarches à cet effet, et les mesures prises seront renforcées conformément à vos désirs. Pour pouvoir réaliser ce but, vous comprendrez qu'il serait extrêmement déconseillé de stationner des troupes de l'Armée Nationale Congolaise à proximité de la frontière; c'est pour cette raison que nous nous attirons votre attention sur les dispositions prises récemment comme quoi il était convenu de ne pas loger des troupes de l'ANC dans la presqu'île de Nguba ou aux environs de cette partie de la ville.

2. Quant à votre déclaration que le Gouvernement interdit formellement toute circulation de troupes de l'O.N.U. à l'intérieur de la province, nous devons attirer votre attention sur le fait que la circulation des troupes de l'O.N.U. est une question dont seul le Commandant-en-Chef des Forces de l'ONUC peut décider. Nous estimons que cette question ne relève pas de votre compétence et nous ne pouvons donc pas consentir à votre décision.

Monsieur Joseph B. SHANGO  
Commissaire d'Etat auprès du  
Gouvernement provincial du Kivu-Maniema  
Bukavu

/2....



- 2 -


3. Vos remarques sur le contrôle de troupes mixtes de l'O.N.U. et de l'ANC abordent, à notre jugement, une question d'un aspect purement militaire qui ne devrait pas être traitée par vous. De plus, les raisons qui nous sont données pour cette décision sont entièrement en contradiction aux désirs exprimés - en ce qui concerne l'étroite collaboration entre l'ONUC et l'ANC - par le Général Lundula pendant notre récente entrevue avec lui, à laquelle vous avez assisté vous-même.

4. Dans le paragraphe ayant trait aux mesures prises par le Ministre Massena lors de son séjour ici, il y a quelques semaines, en vue de rétablir l'ordre dans la province du Kivu, vous traitez de problèmes de politique intérieure dont nous ne pouvons pas nous mêler. Nous aimerions affirmer, cependant, que nous savons parfaitement que l'Assemblée Provinciale devrait être un lieu de réunion neutre, et que l'immunité du Parlement et de ses membres ne devrait en aucun cas être violée. En fait, ceci a été réalisé à cause des mesures prises conjointement par l'ONUC et l'ANC. Nous devons écarter votre remarque que l'Assemblée, lors de sa récente réunion, était militairement occupée, et nous pouvons vous garantir qu'il n'y a eu aucune ingérence de la part de militaires pendant la session.

5. Nous étions étonnés d'apprendre par vous que l'ONUC s'était permis de décréter le couvre-feu. Cette déclaration est complètement erronée. Nous devrions vous faire remarquer que le couvre-feu était décrété par les autorités compétentes locales et que les troupes de l'ONUC n'ont fait qu'aider l'ANC, à la requête spécifique de ces autorités, à imposer le couvre-feu.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Commissaire de l'Etat, l'expression de notre haute considération.

Abdul Hamid Bin Bidin  
Général de Brigade,  
Commandant des Forces  
de l'ONUC au Kivu

  
K.W. Cuperus  
Chef de la Mission Civile  
de l'ONUC pour le Kivu

Copie pour information à:

- M. le Président Omarhi, Bukavu
- M. le Vice-Premier Ministre Gizenga, Stanleyville
- Général Lundula, Stanleyville
- E.-M. du 7e Bon de l'ANC, Bukavu



C O P I E

VW/MA/-  
REPUBLIQUE DU CONGO  
GOUVERNEMENT CENTRAL

Bukavu, le 20 juin 1961

Cabinet du Commissaire d'Etat  
près le Gouvernement provincial  
du Kivu-Maniema

N° 194/61/CAB/C.E.

A Monsieur le Représentant de l'O.N.U.

à

B U K A V U . -

TRANSMIS copie conforme à :

-Q.G. du 7è Bon. à BUKAVU.

-Monsieur le Président du Gouvernement Provincial  
du Kivu-Maniema à BUKAVU.

-Monsieur le Vice-Premier Ministre à STAN.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous mettre au courant  
de certaines mesures qui viennent d'être prises de droit par le Gouver-  
nement pour l'intérêt suprême de la Nation.-

Compte tenu de la mission de l'O.N.U. qui est  
d'interdire toute pénétration d'ennemis au Congo, le Gouvernement  
formule le vœu de voir la frontière gardée par les troupes onusiennes.  
Cela pour éviter au surplus, tout conflit international éventuel.-

D'autre part, le Gouvernement interdit stricte-  
ment et formellement la circulation de troupes de l'O.N.U. à l'intérieur  
de la Province.-

Il en est de même pour les troupes mixtes  
O.N.U./A.N.C., cela est intolérable et inconcevable s'il faut se  
rendre compte de votre non ingérence aux affaires intérieures du Congo.-

Je m'insurge également contre les mesures prises  
par le Ministre Massena, en complicité avec vous pour garder militairement  
l'Assemblée Provinciale en mon absence, alors que Monsieur Massena, et  
vous même, vous êtes sans ignorer que l'Assemblée ou le Parlement est  
un lieu neutre qui ne peut en aucun cas être violé ou occupé militairement.-

.../...



C'est ainsi qu'à mon étonnement, vous vous êtes permis de décréter le couvre-feu, ce qui est une immixtion aux affaires du Congo.-

Je précise donc que vous restiez en permanence à la frontière et patrouiller à la frontière laissant ainsi à l'Armée Nationale Congolaise seule, toute surveillance de la Ville et de la Province.-

Veillez agréer, Monsieur le Représentant, avec nos sincères sentiments de collaborations, l'assurance de ma considération très distinguée.-

Pp LE COMMISSAIRE d'ETAT près le  
GOUVERNEMENT PROVINCIAL DU KIVU-MANIEMA

/signé/

Joseph, B.SHANGO



27 Juin 61

De : Reynier

Pour : M. Linner *SL*Concerne : BiringanineRef: un dossier envoyé par Luperuy <sup>31.5</sup> et  
renvoyé à Luperuy 13 Juin

Suivant le dossier : (si mon souvenir est exact)

Biringanine quoique payé engagé par ONUC  
est un expert employé et payé par ONUC et  
qui - à ce titre - doit se rendre à Léo. -Luperuy posait la question aux M. Lamontagne  
Financial Adviser, Fin Group - 380, de savoir si  
M. Biringanine pourrait utiliser avion ONUC.  
M. Lamontagne répond par écrit le 12 Juin  
que oui à condition que Biringanine soit  
Congolais et se rende effectivement à  
Léo pour affaires ONUCLe dossier, avec la lettre de M. Lamontagne  
a été renvoyée à Luperuy le 13 Juin, par moi.Actuellement Luperuy demande que  
Biringanine soit autorisé à utiliser  
l'avion ONUC. Pensant que vous accorde-  
riez l'autorisation j'ai préparé ce  
cable de réponseJ. de Reynier  
27.6.61

26 June 1961

Dear Mr. Cuperus,

The Chief ONUC Military Liaison Officer, Col. D. Mc Cormack, has been approached by Mr. Bielski, owner of Mubige Cooperative des Mokotos, B.Postale 214, Goma. It appears that this plantation produces 1400 tons of tea per year and employs 8000 workers. However, in order to continue operating, Mr. Bielski requires 8,000 lts of mazout per month for the three factories on the plantation. Due to various difficulties, he is not able to get the mazout required although it could be purchased in Uganda.

Col. Mc Cormack has advised Mr. Bielski to approach you regarding the granting of an import licence by the Kivu Government, and I am sure that when Mr. Bielski does approach you, you will do all possible to help his plantation continue its operations and maintain the 8,000 in employment.

Yours sincerely,

J.D.R.KELLY

Assistant to the Special Representative

Mr.K. CUPERUS

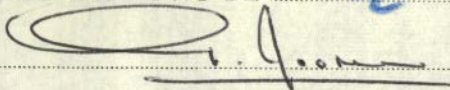
Chief ONUC Civilian Officer

Bukavu



A M. le 2<sup>e</sup> Lt. *M. Kamukama* *h* ONUC.

AVEC LES COMPLIMENTS DE

*h*  


DE LA FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS  
PROVINCIALES DES ENTREPRISES DU CONGO.

*pour son information.*

LE 22.VI.61.

6, AVENUE RENKIN  
B. P. 84 - LÉOPOLDVILLE  
TÉL. 2780 - 2286

A. E. P. K.

BOITES TÉLÉ. "INTERINDUR"  
TÉLÉPHONE 2222

BUKAVU, LE 15 juin 1961.  
B. P. 2427  
25 BO ROINE ELIZABETH

Monsieur le Représentant Général  
de la F.E.C.  
B.P. 24,  
LEOPOLDVILLE I.

Monsieur le Représentant Général,

### IMMIGRATION

M. Cattoire, Conseiller au Service du Contentieux du Gouvernement provincial, a reçu instructions du Ministre des Affaires Economiques de rédiger un décret sur l'immigration des étrangers.

Actuellement, la procédure à suivre pour obtenir un permis d'entrée en faveur d'un étranger (qui ne possède pas un permis de retour) est la suivante :

- obtenir une lettre du Ministre de l'Intérieur adressée au Directeur de la Sûreté, lui demandant de délivrer un permis, sauf dossier contre l'intéressé.
- Obtenir sur cette lettre l'accord et le sceau du Ministre de la Justice.
- Demander le permis d'entrée à la Sûreté.

Lorsque l'intéressé est entré au Congo, il doit se rendre préalablement à son inscription sur le registre de la population, à la Sûreté pour obtenir un permis de circulation et éventuellement un permis de circulation pour technicien étranger (500frs)  
(A cela s'ajoutent : un laissez passer pour la zone ONU et un permis de circulation au Ruanda-Urundi).

Il n'existe actuellement, à chaque étape de la demande, aucun critère objectif (sauf dossier à la Sûreté) pour l'octroi ou le refus du sceau nécessaire. Le sort de l'impétrant dépend de critères purement subjectifs. Parmi ceux-ci, il y a lieu de citer l'avis, sollicité ou imposé, de ceux qui seront appelés à collaborer ou à être subordonnés au candidat immigrant (cas Sucraf, Etablissements Sedyn, etc...)

Compte tenu des Autorités avec lesquelles nous devons traiter, il y a lieu de présenter un projet de décret :

- qui soit suffisamment précis pour donner satisfaction au Gouvernement ;
- qui soit suffisamment libéral pour n'exclure aucune catégorie d'étrangers, connue ou inconnue.

Le Contentieux nous ayant consulté, nous lui avons donné (dans l'heure, car, comme il arrive souvent, le projet doit être présenté le lendemain de la demande) un avis qui peut se résumer

-/-



Bukavu, le 15/6/61

IMMIGRATION (2-

comme suit :

- DEMOCRATIE : liberté pour tous (citoyens ou étrangers) sauf interdictions énumérées par la loi .  
Le pouvoir judiciaire est compétent pour apprécier si la loi (ordonnance, décrets, arrêtés, etc...) est respectée ou violée .
- Le Congo étant une démocratie, possédant un code de lois (traitant notamment de l'immigration) et disposant d'une administration et d'un pouvoir judiciaire, le Gouvernement doit :
  - énumérer les raisons interdisant l'entrée des étrangers (plutôt que les critères l'autorisant) ;
  - veiller à ce que ces raisons ne soient pas contraires aux lois et règlements existants ou à créer ;
  - désigner l'autorité (la Sûreté) qui appliquera en premier ressort la loi et les règlements ;
  - prévoir qu'en cas de contestation, la décision finale sera prise par un Juge ou, éventuellement, le Ministère de l'Intérieur (et non n'importe quel Ministre, ou un conseil d'ouvrier, ou la gendarmerie ..etc...)
- Le Congo étant un pays sous-développé, a besoin de techniciens et d'organiseurs sans lesquels aucun investissement ne se fera .
- CONCLUSION : le Congo doit apparaître aux étrangers comme un pays de liberté . Le décret sur l'immigration (compte tenu des lois existantes) doit être libéral et ne prévoir que quelques critères simples . Il ne devraient interdire l'entrée au Congo qu'aux personnes qui ne peuvent justifier :
  - d'une parfaite honorabilité (certificat de bons vie et mœurs)
  - d'une activité (technique, sociale etc...) au Congo (Cas des pensionnés ?)

Vu les circonstances spéciales et transitoires que nous vivons, ces personnes devraient, en outre, s'engager :

- à favoriser l'africanisation dans le cadre de leurs activités;
- à ne pas faire de politique (sauf collaboration de caractère technique, à la demande expresse du Gouvernement) ;
- à respecter les lois congolaises .

Enfin, il y aurait lieu de prévoir dans le décret ou dans un texte annexe, mais simultanément, le mode de révision (Commission présidée par le Ministre de l'Intérieur ou de la Justice) des mesures d'expulsion déjà prises .

Nous vous ferons connaître les suites de cette affaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Représentant Général, l'assurance de notre considération distinguée,

Le Directeur,

Le Président,

J. DE MOT

M. HUBO

13 June 1

Mr. K.W. Cuperus, ONUC Civilian Affairs Officer, Bukavu

J. de Reynier, Administrative Officer, Civilian Affairs, ONUC Leopoldville  
(during Mr Kelly's absence)

Gabriel BIRINGANINE

Ref. your letter of 31 May 1961.

.....

Would you please find enclosed copy of the answer received from L. Lamonzie, Financial Adviser, Fin. Group-380, dated 12 June and giving approval to Mr. Biringanine's request provided that he is Congolese and come to Leopoldville.



cc... Congo - Gro  
Bukavu

8 juin 1961

Monsieur le Vice-Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'ackuser réception de votre lettre No. 001023 en date du 5 juin 1961 faisant état des sévices infligés aux ressortissants de la Province de l'Equateur habitant à Bukavu et dans les environs.

Tout en regrettant profondément les incidents qui ont eu lieu dans la région de Bukavu vers la fin du mois de mai, les Nations Unies ont pris immédiatement des mesures promptes et efficaces pour y mettre fin et pour assurer l'ordre et la sécurité. Un exposé de ces mesures a été soumis au Chef de l'Etat et au Gouvernement par l'intermédiaire du Ministère des Affaires étrangères. Je suis heureux de pouvoir vous signaler que, grâce aux mesures prises par les forces des Nations Unies, les conditions de sécurité ont maintenant été rétablies à Bukavu et nous espérons qu'à la suite de la désignation du nouveau Gouvernement provincial par l'Assemblée provinciale qui s'est réunie sous la protection de l'ONU, l'ordre public pourra être maintenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Vice-Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

Sture Linnar  
Chargé de mission  
des Nations Unies  
au Congo

Monsieur Jean Bolikongo  
Vice-Premier Ministre,  
Ministre de l'Information et  
des Affaires culturelles  
Léopoldville

## ROUTING SLIP

TO

Dr. J. LINNER

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE		YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

Avec les remercie-  
ments de  
F. W. Tooby.

DATE

20/6/61

FROM

W. L. Day



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

No. 398/61

Bukavu le 7 juin 1961

A : Dr. Sture Linner, Représentant Spécial du Secrétaire Général, ONUC, Leo  
De : K.W. Cuperus, Chef de la Mission Civile de l'ONUC pour le Kivu, Bukavu  
Objet : Commerce extérieur Province du Kivu

Je vous remercie de votre lettre du 2 juin concernant la politique de Leo au sujet du commerce extérieur de la Province du Kivu.

J'ai l'intention de vous faire parvenir un rapport sur la situation actuelle dès que possible c'est-à-dire dès que les problèmes de sécurité et politiques seront moins aigus. Dès maintenant je peux vous dire que la situation est loin d'être brillante.

Je vous envoie ci-joint, pour votre information, copie d'une lettre de la REGIDESO en date du 1er juin dont ressortent clairement les difficultés que rencontrent les entreprises ici.

Très prochainement vous recevrez un rapport préliminaire de M. Knust, notre expert inspecteur des douanes et de M. Delavaux, notre expert inspecteur d'impôts, arrivés récemment à Bukavu.

K.W. Cuperus/bc

siège de Bukavu

Bukavu le 1.6.61

Note technique à  
Monsieur le Chef de la Mission Civile  
de l'ONUC  
à Bukavu.

Monsieur le Chef de la Mission Civile,

Vous n'ignorez pas tous les efforts que nous avons faits pour continuer à maintenir en tout temps, et ce malgré les troubles, un service raisonnable de distribution d'eau et d'électricité à toute la Population.

Nous nous trouvons actuellement devant une difficulté qu'il nous est impossible de surmonter:

Malgré tous nos efforts auprès de tous les clients, nous n'avons pu rassembler qu'une partie de la somme nécessaire au paiement de nos salaires dus pour le mois de Mai.

Il nous manque actuellement environ 200.000 frcs pour terminer le paiement de ces salaires, somme qu'il nous est impossible d'obtenir malgré notre crédit auprès des différentes banques locales.

Nous vous saurions gré de bien vouloir envisager la possibilité de nous aider en cette circonstance, en nous procurant la somme de 200.000 frcs en espèces contre un chèque auprès de la Banque Centrale à Bukavu.

Nous attirons votre aimable attention sur les perturbations que pourrait supporter au bon ordre et à l'économie du pays, un arrêt de travail de notre personnel, apr suite du non payment des salaires.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de Mission, l'expression de nos sentiments très distingués.

Le Conseiller Technique  
Ingénieur A.I.G.  
A. NOTTE



BVLE-617

7 June 1961

the Secretary-General  
S. Linner, Officer in charge

Following message was received from Bukavu for transmission to you:

" Nous soussignés, Membres des autorités légales du Kivu demandons intervention officielle ONUC pour arrêter massacres et rétablir l'ordre et la légalité au Kivu. Vue urgence vous demandons transmettre immédiatement au Secrétaire général New York le texte ci-dessous que nous avons envoyé au Président Kasa-Vubu, au Général Mobutu et aux délégués Congo à New York. Vous communiquons massacre des Bashi continue être fait par soldats d'obédience Omari et Shango à Bukavu. Régions Nyangesi et Ngweshe être entièrement saccagées. Habitations fonds d'avance populations non habitées par race Bakusu c'est-à-dire origine Maniema avoir été détruites. Arrestations arbitraires de membres Gouvernement, députés provinciaux, fonctionnaires, élite intellectuelle et autorités communales, urbaines et coutumières Warega, Wanande, Basai et Banyaruanda opérées tous les jours. Chef coutumier Kabare et son fils, Ministre Affaires économiques Gouvernement Omari emploient personnellement cette situation pour arrêter illégalement leurs adversaires politiques. Massacres otages se font sans jugement au camp des gendarmes camp Safo Bukavu, même devant Cabinet Président Omari. Massacres et arrestations avoir été ordonnées par Président Omari, Commissaire Etat Shango pour affermir leur autorité illégale et avoir été exécutés par soldatesque. Vous confirmons Commissaire Etat Shango avoir été désavoué publiquement par Parlement provincial. Tribu Bakusu emploie militaires rebelles pour faire guerres tribales. Demandons intervention immédiate en autorisant par mesures exceptionnelles ONUC rétablir pouvoir effectif autorités légales Kivu. Ordonner réouverture immédiate Parlement provincial et placer Parlementaires provinciaux sous protection ONU pour former librement Gouvernement légal

et permettre exercice pouvoir celui-ci. Demandons création immédiate zone neutre entre Province Orientale et Kivu. Rien ne marche au Kivu suite crise gouvernementale et suspension Parlement provincial. Comptons fermement sur votre agissante intervention.

Signés: Buhendwa Chrysostome, Bourgmestre Kadutu et député provincial,  
Katanga Michel, Député provincial et ancien Ministre Intérieur  
Gouvernement Miruko  
Mwami Mpose Corneille, Chef honoraire de la chefferie Kabare  
Tribu Mushi. "



Le Chargé de mission des Nations Unies au Congo présente ses compliments au Ministère des Affaires étrangères et a l'honneur de l'informer de ce qui suit :

A la suite de différends politiques au sein du Gouvernement provincial du Kivu (Gouvernement Adrien Omari) qui ont donné lieu à l'arrestation des deux ministres provinciaux et de plusieurs autres personnalités politiques, une certaine inquiétude s'est manifestée parmi la population de la région de Bukavu.

Le 26 mai une patrouille de l'ANC s'est rendue dans le village de Nyangesi, situé au sud de Bukavu, pour y procéder à l'arrestation d'un chef de la tribu Bashi. Les villageois se sont opposés à cette arrestation et dans l'escrochage qui s'ensuivit, deux soldats de l'ANC furent tués. En représailles, l'ANC a incendié le village et causé la mort d'environ soixante habitants. Quatre villageois, propriétaires d'une maison dans laquelle furent trouvés les corps des deux soldats ANC tués, furent ramenés à Bukavu et exécutés sur l'ordre du Président provincial Omari.

Dès que les représentants des Nations Unies à Bukavu apprirent ces événements, ils prirent immédiatement des mesures pour faire cesser les sévices et rétablir l'ordre. Le commandant territorial de Bukavu, le Major Bangala, alors absent, fut rappelé d'urgence de Goma pour qu'il puisse rétablir en coopération avec les forces de l'ONU la discipline parmi les soldats de l'ANC. Des patrouilles renforcées de l'ONU assurèrent la surveillance dans la ville de Bukavu, et en coopération avec le Major Bangala, d'autres patrouilles furent envoyées dans la région de Nyangesi pour assurer la retraite des troupes de l'ANC et les empêcher de continuer leurs menaces à la population.

Un couvre-feu fut instauré dans la ville de Bukavu qui s'appliquait non seulement à la population mais aussi aux soldats de l'ANC sauf à ceux qui accompagnaient les patrouilles de l'ONU. Des mesures furent prises pour faire cesser les émissions radiophoniques incendiaires de Radio Bukavu. Finalement, la surveillance de la frontière entre le Kivu et le Ruanda-Urundi fut renforcée pour prévenir toute immixtion de l'étranger dans les affaires congolaises.

Ministère des Affaires étrangères  
Léopoldville

En même temps que les unités salaisées et nigériennes servant dans la Force des Nations Unies prenaient des mesures pour rétablir la sécurité, des démarches furent entreprises pour obtenir la libération des personnalités politiques emprisonnées, mettre un terme à la violation des principes fondamentaux des droits de l'homme et rétablir la légalité. A la suite de ces démarches, une délégation fut envoyée de Stanleyville pour appuyer les dispositions prises par les Nations Unies. Les ministres et députés provinciaux ainsi que d'autres personnalités politiques furent libérés, et des enquêtes furent entreprises pour établir, avec l'assistance technique d'un fonctionnaire des Nations Unies, la preuve des actes criminels qui pourraient être imputés à toute autre personne se trouvant emprisonnée à Bukavu, afin de pouvoir déterminer si les inculpations dont elle a fait l'objet sont d'une gravité suffisante pour justifier, en vertu du Code pénal, sa détention en attendant comparution devant un tribunal compétent.

Finalement, les représentants des Nations Unies ont mis tout en oeuvre pour que l'Assemblée provinciale soit convoquée et puisse examiner, en toute sécurité et indépendance, les problèmes politiques de la Province du Kivu qui relèvent constitutionnellement de sa compétence. Toutes mesures utiles ont été prises pour assurer la protection de l'Assemblée et de ses membres. L'Assemblée provinciale s'est réunie en effet le 1er juin, mais en raison du court délai de convocation, elle n'a pas pu réunir le quorum requis. Les Nations Unies ont alors fourni leur aide et leurs moyens de transport pour faciliter le voyage d'autres parlementaires de leur lieu de résidence à Bukavu. Le 2 juin l'Assemblée, ayant atteint son quorum, a refusé, par un vote de 13 voix pour et 26 contre avec quelques abstentions, de donner sa confiance au Gouvernement Adrien Chari et a décidé de procéder à l'élection d'un nouveau Gouvernement le 4 juin.

Le Chef de mission des Nations Unies au Congo saisit cette occasion pour renouveler au Ministre des Affaires étrangères les assurances de sa haute considération.

Léopoldville, le 5 juin 1961



Le 5 juin 1961.

Excellence,

Je me permets de vous transmettre ci-joint la réponse du Secrétaire général à votre lettre du 2 juin au sujet de la situation dans la Province du Kivu.

Je me permets également de joindre à la présente copie d'une note verbale adressée au Ministère des Affaires étrangères contenant quelques détails supplémentaires sur les mesures récemment prises par les Nations Unies au Kivu.

Veuillez agréer, Excellence, les assurances de ma très haute considération.

Sture Linner  
Chargé de mission des  
Nations Unies  
au Congo

Son Excellence  
M. Joseph Kasa-Vubu  
Président de la République  
LEOPOLDVILLE

Le 4 juin 1961

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 2 juin 1961 au sujet de la situation dans la Province du Kivu.

Je tiens à porter à votre connaissance que les Nations Unies, conscientes de la situation grave qui s'est développée dans la région de Bukavu à la suite d'accrochages entre l'ANC et les villageois de Nyangezi, ont pris immédiatement des dispositions conformes avec leur mandat dans le but de faire cesser les sévices, de rétablir l'ordre et la sécurité et d'assurer le retour à la légalité dans cette région.

C'est ainsi qu'un certain nombre de ministres et députés provinciaux qui avaient été arrêtés ont été maintenant libérés par l'entremise des Nations Unies et il leur a été donné de pouvoir siéger à nouveau au sein de leur Assemblée. En ce qui concerne M. Miruko, et d'après les renseignements que je possède, mais qui ne sont pas tout récents, il aurait été relâché de prison depuis plusieurs semaines; cependant je vais faire vérifier immédiatement par nos Représentants à Stanleyville la situation dans laquelle il se trouverait actuellement.

En ce qui concerne les garanties d'exercice des droits indispensables aux membres de l'Assemblée provinciale du Kivu pour remplir leur mandat, j'ai l'honneur de vous informer que l'Assemblée s'est réunie depuis le 1er juin grâce aux efforts et à la protection que lui ont accordés les Nations Unies. Cette Assemblée est toujours en session. En outre, afin d'assurer la plus grande représentation possible au sein de cette Assemblée, les Nations Unies ont fourni le transport de parlementaires ne résidant pas à Bukavu. D'après les dernières dépêches reçues par nos Représentants à Bukavu, l'Assemblée provinciale aurait atteint le quorum nécessaire à son bon fonctionnement. Une session aurait été prévue pour le 4 juin 1961 afin qu'un nouveau gouvernement soit constitué.

Son Excellence  
M. Joseph Kasa-Vubu  
Président de la République  
LEOPOLDVILLE



Quant aux exactions et autres brutalités qui ont été commises, en particulier le 26 mai, je ne peux que regretter de tels incidents. Ceux-ci ont néanmoins été arrêtés grâce à l'intervention immédiate des forces des Nations Unies qui ont également reçu des ordres très stricts afin de prévenir tout autre incident de ce genre; une enquête est en cours, conduite avec le concours des Nations Unies, pour déterminer les responsabilités et les sanctions qui devront être prises à l'encontre des coupables.

Par conséquent, vous conviendrez avec moi, M. le Président, que les diverses mesures dont vous faites état dans votre lettre du 2 juin ont déjà été prises par les Nations Unies et j'ai bon espoir que, les conditions de sécurité rétablies, l'Assemblée provinciale pourra assurer le libre exercice du mandat qui lui a été confié.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma très haute considération.

Dag Hammarskjöld,  
Secrétaire général des Nations Unies.

Adresse :

MPASSI François  
Rue de Irebu No.20  
LEOPOLDVILLE.-

-----  
(Nouvelle-Cité)

Léopoldville, le 4 Juin 1961.-

à Monsieur STURE LINNER,  
Représentant des NATIONS-UNIES AU CONGO  
" O. N. U. C.                    à  
LEOPOLDVILLE.-Kalina.-

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir ma lettre dont par votre Intermédiaire que veuillez la faire suivre à Monsieur le Représentant de l'ONUC. à Bukavu(Kivu) de vouloir bien avec un mot de votre part, reprendre ma femme la nommée NYOTA Marie-José et le bébé à Kalundu, Territoire Uvira(Kivu)chez son ~~son~~ grand frère le nommé YUMA Barthelemy, afin de lui faire parvenir jusqu'ici à Léopoldville .-

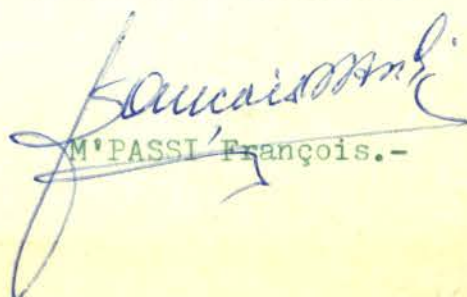
Car celle-ci y était restée au moment de trouble dont, j'ai dû quitter ce Territoire comme réfugié avec tous mes biens y étaient abandonnés.-

Le transport de ce trajet serait réglé par mes propres frais.- En cas de satisfaction son départ me doit être signalé télégraphiquement pour me permettre de venir lui chercher auprès de vos bureaux de Léopoldville.-

Dans l'attente d'une <sup>suite</sup> favorable de la démarche que vous aurez voulu me rendre, j'ose me dire.-

Avec mes remerciements d'avance, et agréer, Monsieur mes respects les meilleurs.-

Votre tout inférieur,

  
M<sup>r</sup> PASSI François.-

à Monsieur STURE LINNER,  
Représentant de l'O.N.U.C.

à LEOPOLDVILLE.-  
-----

*Letz vers le ONUC Bukavu. 28/6*



2 June 1961

My dear Cuperus,

Thanks for your letter of May 22. *not attached*

You are quite right in stating that my cable of May 19 implied a reversal as compared with my cable of May 16. I do not think it wise to explain the reasons in writing but you may rest assured that I had very strong reasons for changing my position. My instructions do imply that ONUC Bukavu should, until further notice, strictly refrain from any activities as regards the foreign trade of Kivu. This ruling also applies to the commercial contacts with Ruanda-Urundi.

If, much to my regret, I have not been able to give you the repeatedly requested guidance on this latter issue, the reason is simply that I have been trying desperately to find a solution that would fit into the general political picture as seen from Leo's horizon. So far, the only thing I dare say is, most unfortunately, the negative one as per above.

Concerning Burgi, I share fully your concern and disappointment over the fact that it was found absolutely necessary, for more than one reason, to recall him here before his visiting Kivu as planned.

I am still trying my very best to get an economic mission to your part of the Congo. The best expert we have in the whole team here, has in fact been ready to go, so far as he personally was concerned, for a long time. But again, this was rendered impossible by circumstances beyond our control and which I will be glad to explain to you verbally, whenever we meet.

Well, this letter does not give you very much of encouragement, I am afraid. But you should know that in spite of all frustrations, at your end and ours, I very much appreciate all your devoted efforts to get and keep things going. Next time I hope I will be able to write you in a much more positive vein!

Sincerely,

S. Linner  
Officer in charge

Mr. Cuperus  
ONUC Representative  
Bukavu

CONGO BELGE — BELGISCH-KONGO  
SERVICE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS  
DIENST DER TELEVERBINDINGEN

NUMERO Nummer	ORIGINE Oorsprong	MOTS Woorden	DATE Datum	HEURE Uur	VIA Via

Arrivé à :  
Aangekomen te :  
Heure :  
Uur :

Indications de service  
taxées  
Betaalde dienstaanwij-  
zigingen

TÉLÉGRAMME  
Telegram

REPRESENTANT ONU LEO

Explication des abrévia-  
tions admises pour les in-  
dications de service ta-  
xées :  
Verklaring van de afkor-  
tingen toegelaten voor de  
betaalde dienstaanwijzi-  
gingen :  
RP = Réponse payée.  
Antwoord betaald.  
LT = Télégramme lettre.  
Brieftelegram.  
CR = Accusé de récep.  
Kennisgeving van  
ontvangst.  
TC = Collationnement.  
Te collationneren.

La Colonie n'est soumise à aucune responsabilité en raison de la correspondance privée par voie télégraphique.  
De Kolonie is niet verantwoordelijk wat betreft de private correspondentie langs telegrafische weg.

(Ordonnance législative n° 254/Téléc. du 23 août 1940.)  
(Wetgevende ordonnantie nr. 254/Telev. van 23 augustus 1940.)

representant onu leopoldville -

p 304/1 Leo 6 34 1 1130 =

au nom humanite vous prions reagir urgence contre massacre barbare  
population civile kivu proteger toi en vie et liberte individu  
secourir blesses et enfammes stop haut consideration fullstop =

etudiant bashi lovanium ++

cfm 304/1 etudiant bashi lovanium ++





INTER-OFFICE MEMORANDUM

22 May 1961

A: Mr. CUPERUS K.W., Chief ONUC Mission, Bukavu.  
DE: J.D.R. KELLY, Assistant to the Spec.Rept.  
OBJET: Letter of protest to Kivu Government

Reference your letter 316/8 of 18  
May 1961.

We feel it will be fruitless to enter into written polemics with the Kivu authorities on their reply of 12 May. You may, however, on suitable occasions, point out to them verbally the errors contained in their letter.



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

No. 316/61

Bukavu 18 May 1961

TO : Mr. Mikki Abbas, Special Representative

FROM : K.W. Cuperus, Chief ONUC Mission Bukavu

SUBJECT : Letter of protest to Kivu Government

Please find enclosed a reply from the Government of Kivu to a letter of protest sent on the instructions of Mr. Dayal.

Please inform whether there is any action to take.

FG/bc



Bukavu le 12 Mai 1961  
de

(1) N° 111/239/Cab./Just.

CABINET DU MINISTRE DE LA JUSTICE

/RECOMMANDE/

LCM/KF.

Réf. n° :

Annexe

Bijlage

Objet

Voorwerp

Droit Administratif  
interne

A Monsieur FITZ GERALD  
Chef de la Mission Civile ONUC.  
Boîte Postale No 2279  
B U K A V U.-

TRANSMIS copie pour information  
à Monsieur le Ministre de l'Intérieur  
à BUKAVU.

Monsieur le Chef de Mission,

Nous avons bien reçu votre lettre BC/  
No 127/61 du 17 mars 1961 dont le contenu a retenu notre meilleure  
attention.

Nous devons tout d'abord vous dire que  
nous avons été indignés du ton ... que vous vous êtes permis d'user  
à notre égard dans votre précitée lettre missive.

Concernant votre protestation formelle  
contre certaines restrictions apportées à la libre circulation  
des étrangers à l'intérieur de notre Province ainsi que contre  
l'octroi de permis de sortie à certains individus étrangers,  
telles qu'elles sont énoncées sans moindre exception, et malgré  
qu'elles soient étayées de la législation en vigueur, de la  
pratique généralement suivie les nations civilisées et de l'article  
13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme que vous  
aviez invoqués, vos affirmations et protestation ne seraient pas  
fondées.

L'ONU ne doit pas sembler méconnaître  
aujourd'hui la Souveraineté de notre République et, partant, les  
droits et devoirs de notre Etat Indépendant et Souverain.

Or, nul ne peut valablement protester  
ou s'insurger à l'action interne du Gouvernement de restreindre,  
dans certains cas, les libertés individuelles en vue de la protec-  
tion de la sûreté publique interne contre des éléments subversifs  
ou perturbateurs de l'intérieur que de l'extérieur (art. 9 et 18  
de la loi fondamentale du 17 juin 1960 relative aux libertés  
publiques).

Après avoir qualifié, quelque peu  
d'emblée semble-t-il, des restrictions apportées à la libre circula-  
tion, au refus ou retard apporté à la délivrance des permis de  
sortie comme étant "un véritable régime de résidence forcée",  
et "acte de gouvernement arbitraire", vous invoquez entre autres  
la législation en vigueur.

.../...

(1) Rappeler dans la réponse la date et le numéro — In het antwoord nummer en dagtekening vermelden.



Or, cette législation en vigueur prévoit le refus de passeport de sortie, entre autres : lorsque le réquerant est l'objet d'une action judiciaire devant les tribunaux ; lorsqu'il est tenu par des engagements envers des tiers ; etc... Nos Services de la Sûreté et de l'Immigration devraient vérifier tous ces éléments avant de délivrer un permis de sortie du Territoire Congolais. Et cela demande du temps matériel.

Bien plus, l'ONU a toujours prétendu ne pouvoir s'ingérer dans les affaires intérieures de notre République. Comment se justifieraient alors aujourd'hui vos protestations contre nos mesures internes ?

Lorsque nous étions sous la domination et l'exploitation de la Belgique, l'ONU n'aurait pas invoqué les déclarations de droit de l'Homme et ne se serait pas insurgée contre des agissements de la Belgique. Elle semble encore aujourd'hui, fermer les yeux devant des faits flagrants qui se produisent au Ruanda-Urundi et à l'égard des Congolais y résidant.

Et vous continuez à invoquer d'autres principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, notamment les articles 3, 5 et 9 dont, conduisez-vous, l'application en toutes circonstances représente un devoir prescriptible pour les autorités constituées dans chaque pays. Vous conviendriez avec nous qu'il appartiendrait avant tout à l'ONU de respecter ou de faire respecter ces principes.

Mais lorsque notre très regretté LUMUMBA en fut victime, au vu et au su de l'ONU, elle n'aurait pas réagi avec force.

L'ONU est donc mal venue d'invoquer les dits principes auxquels elle aurait en fait et quelque peu sciemment ou par carence ou l'inaction, facilité les violations systématiques les plus publiques et flagrantes :


Sans nullement contester la validité des principes d'équité et de bon <sup>sens</sup> énoncés dans la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme, nous croyons toutefois qu'en nous adressant votre lettre missive du 17 mars 1961, vous avez prêché aux convertis car nous avons déjà rendu des arrêtés Nos 111/6 ; 111/9 ; 111/18 et 111/19 tendant à faire respecter les droits des personnes et leurs biens, faits qui sont d'ailleurs corroborés par vous-même. A cet égard, vous m'écriviez affirmativement : "En disant ceci, je reconnais et apprécie les efforts que, personnellement, vous avez faits pour mettre fin à la situation qui a prévalu avant votre entrée en fonction".

Veuillez croire que le Gouvernement Provincial du Kivu-Maniema est l'ennemi de l'insécurité des habitants et fait tout pour le rétablissement immédiat ou le maintien total de l'ordre social interne et externe.



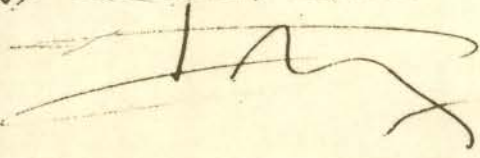
nous  
Nous devons encore/élever contre vos  
insinuations malveillantes, dégrandates et insolentes

Veuillez agréer, Monsieur le Chef de  
Mission, l'expression de nos sentiments les meilleurs.




LE MINISTRE PROVINCIAL  
DE LA JUSTICE,

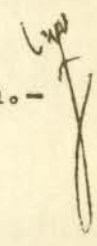
SOUMIALOT, Gaston.-



LE PRESIDENT DU GOUVERNEMENT  
PROVINCIAL DU KIVU-MANIEMA,



OMARHI, Adrien.-



BC/No. 127/61.

ONUC B.P. 2279 BUKAVU  
Bukavu le 17 mars 1961

Monsieur Le Président,

En ma qualité de Représentant Spécial au Congo du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, je crois de mon devoir d'attirer de la manière la plus sérieuse votre attention sur la situation qui résulte des entraves apportées par les autorités de la Province du Kivu au libre mouvements des ressortissants étrangers qui désirent se déplacer à l'intérieur du Congo ou quitter le territoire de la République.

Depuis quelques semaines ces autorités ont soit refusé soit retardé indéfiniment de délivrer des permis de sortie aux ressortissants étrangers qui en faisaient la demande, instituant ainsi à leur égard un véritable régime de résidence forcée. Une telle situation risque d'être qualifiée d'acte de gouvernement arbitraire, contraire aux principes généraux du droit à la législation en vigueur et à la pratique généralement suivie par les nations civilisées, telle qu'elle est reflétée dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme à cet égard.

Je me permets d'attirer tout spécialement votre attention sur l'Article 13 de ladite Déclaration qui dispose que toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un Etat et que toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.

Je me vois donc obligé d'élever une protestation formelle auprès des autorités qui, dans la Province du Kivu, ont ordonné les mesures restrictives du mouvement des ressortissants étrangers qui sont actuellement en vigueur et de leur adresser un appel solennel pour que ces mesures soient rapportées immédiatement. Leur maintien

S.E. Monsieur A. OMARI  
Président du Gouvernement Provincial  
Bukavu, Congo

copies à: S.E. M. le Ministre de l'Intérieur  
S.E. M. le Ministre de la Justice



ne peut que nuire au bon renom et au prestige de ces autorités aux yeux de l'opinion mondiale et je veux croire qu'elles comprendront qu'il est dans leur intérêt bien compris d'y mettre fin sans délai.

Je reconnais en principe le désir que vous avez exprimé d'éviter le départ de cette Province des étrangers dont vous reconnaissez la présence utile et nécessaire à la vie économique du Kivu. Mais je ne peux pas croire que ce but sera atteint par les sévères restrictions actuelles apportées à la circulation et par le sentiment d'insécurité qui en découle. J'insiste donc vivement auprès de vous pour que vous autorisiez l'ouverture de la frontière, en particulier au libre passage des personnes et des biens, sous les contrôles normaux; je suis convaincu qu'une telle mesure peut être appliquée de telle manière qu'elle restaure chez la plupart de la population étrangère une certaine dose de confiance susceptible de les encourager à rester au Kivu.

Il est également de mon devoir de rappeler qu'aux termes d'autres principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme dont l'application en toutes circonstances représente un devoir prescriptible pour les autorités constituées dans chaque pays, tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne (Article 3). Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Article 5) et nul ne peut arbitrairement être arrêté, détenu ou exilé (Article 9). Ces principes doivent être appliqués sans distinction de race, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de tout autre opinion d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de tout autre situation (Article 2).

L'arrestation arbitraire et l'infliction de violences physiques et de traitements dégradants, dirigées contre toute personne ou contre un groupe quelconque de la population par des éléments civils ou militaires représentent des actes que la conscience mondiale ne peut que vivement réprouver et les autorités doivent continuer à prendre toutes les mesures nécessaires pour les empêcher.

En disant ceci, je reconnais et apprécie les efforts que, personnellement, vous avez faits pour mettre fin à la situation qui a prévalu avant votre entrée en fonction. Cependant, le manque de sécurité se poursuit dans les régions rurales. Je vous demande donc instamment d'employer tous les moyens possibles et efficaces pour mettre fin à cette insécurité.

Je vous saurais gré de l'attention que vous voudrez bien porter à ma démarche et j'ose exprimer le ferme espoir que mon appel sera entendu.

Signé pour l'Ambassadeur Dayal  
F.N. Pits Gerald  
Chef p.i. de la Mission Civile  
ONUC pour le Kivu

JK 20/5

No. 307/61

Bukavu 17 May 1961

Mr. Mikki Abbas, Special Representative  
K.W. Cuperus, ONUC Civilian Officer Bukavu  
Evacuation of ONUC Camp Bukavu

...

Please find attached the minutes of  
the meeting held on 13 May in the office  
of the President of the Provincial Government  
of Kivu.

cc: General Maceoin, Force Commander  
Mr. J. Kelly, Assistant to the Special Representative ✓  
S QONR Bukavu  
Bde HQ MSF Bukavu  
Chrono  
Pol. Matters



Meeting held at the office of the President  
of the Provincial Government of Kivu Province

on 13 May 1961 from 9.45 to 11.30 a.m.

Evacuation of ONUC Camp, Bukavu

I. The following were present from the Provincial Government:

Mr. QMARHI .....	President
2 Mr. SOUMIALOT .....	Minister of Justice
2 Mr. PALUKU /.....	Minister of Agriculture
Mr. KABARE .....	Minister of Economic
2 Mr. KAHINDO .....	Minister of Health
2 Mr. MOUSHANDA .....	Minister of Interior
2 Mr. SHANI .....	Minister of Public Works
Mr. CASCUL .....	Minister of Social Welfare
Mr. KISSONGA .....	Secretary to the President

2 These people were not present for the whole meeting.

2. The following represented ONUC:

Brigadier ABDOUL HAMID  
Mr. K.W. Cuperus  
Lt. Col. Aguiyi-Ironsi, 5 QONR  
Maj. W. Morris, 2 IC 2 QONR  
Maj. Z.M. Hashim (Bde Major, MSF)

3. The meeting was arranged to settle the dispute of ONUC occupying present accommodation (Pointe Claire) and the offer of accommodation at the Place Medical.

4. After the usual courtesies had been exchanged, the President opened the meeting by stating that the problem was one for the Provincial Government and not of the Central Government.

5. Mr. Cuperus replied saying that he had written letters and drawn the attention of these letters to the President since this was a military problem, he asked the military authority to speak.

6. Col. Ironsi spoke on behalf of Brigadier Hamid: "ONUC is here for the defence of Congo and not of the Province. The tactical position of the Peninsula was explained. He emphasised on the unhealthy state of having the ANC para-commandos facing the Belgian para-commandos across 300 meters of water. This would not improve the present situation but make it worse.

7. The President replied that ONUC unnecessarily tried to confuse between place of work and living quarters. He said we could just as easily do our tasks by being at the Place Medical.

8. Col. Ironsi pointed out that the military do not work like the civilian. Since military work has no office hours, it is important that we should live at our own place of work.

9. The President and four of the Ministers repeated themselves over and over again.

10. Finally, Col. Ironsi said that he will only move on a specific order of General Maceoin. It was up to the President to get the Central Government to approach General Maceoin through the proper channels.

11. The meeting ended in a cordial atmosphere. Both parties promised to cooperate with each other in trying to solve problems in the Congo.

16 May 1961

HASHIM/CUPERUS/bc



Mr Kelly

10 May 1961

JK

NOTE FOR FILE - POLITICAL INFORMATION, KIVU  
(Prep. by F.N. Fitz Gerald)

On 10 May 1961 Mr. Symphorien KINGOMBE came to ONUC Hqs Bukavu to seek protection and evacuation to Ruanda-Urundi.

Mr. Kingombe is from Bazimba tribe, Kasongo. He is the Vice-President of the PMP party in Bukavu.

He was arrested on 2 January by Mr. Kashamura and sent to Stanleyville, where he was kept in prison until mid-March. He was then liberated and returned to Bukavu on 20 March with the following prisoners who had also been liberated.

Augustin BIRERE, ex-Minister Public Works, Kivu  
Dieudonné MUTAMBALA, ex-Minister of Interior, Kivu  
Sylvestre KAHINDO, Minister of Health, Kivu  
KITUKUKU, ~~Minister~~ ex-Minister of Posts and Telegraph, Kivu  
Mr. WEREGERERE, Leader of CEREKA Party (Werengerere wing)  
Jean-Marie KITITWA, PMP Deputy to Kivu Assembly  
ex-Mwami MBOSI of BASHI (Kabare) tribe

Mr. Kingombe was rearrested by ~~Sydney~~ Sureté on 7 May, but obtained his release by bribing police on 8 May.

He has a wife and four children whom he is leaving in Katutu for the present.

Mr. J. Kelly, Léo ✓  
Mr. C. Cuperus, Bukavu  
Major C. Morgan, 5 QONR  
File - Security

Ref: 268/61

5 May

1

Dr. S. Linnér, Chief, Civilian Operations, ONUC Leo

K.W. Cuperus, Chief Civilian Officer, Bukavu

Report on Conditions in the Province of Kivu/Maniéma, 18 March - 30 April

..... As I took up my post as Chief Civilian Operations Officer for the Kivu on 27 April, I requested Mr. Fitz Gerald, Administrative Officer, who had been acting as Chief Civilian Officer since February, to prepare the attached report (6 copies).

Copies of the report are also being sent to the members of the Consultative Group.

KWC:LN



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

Ref: 250/61

27 April 1961

TO : Mr. J. Kelly, ONUC Leo  
FROM : F.N. Fitz Gerald, Bukavu  
SUBJECT : Incidents at Sange Bridge

..... I attach hereto copy of report on the incidents at Sange Bridge, 100 kms south of Bukavu. We have not yet got the decision from the Minister of Interior whether he agrees to the meeting to be held on Friday 28 April, but I will signal any developments.

FNFG:LN

cc. C. jno/  
Lso ✓  
Sec.  
Spare

No. 233/61

24 avril 1961

Monsieur le Ministre,

Vous êtes très certainement déjà au courant des événements de Sanga, à une quarantaine de kilomètres au nord d'Uvira. D'après l'Administrateur du Territoire d'Uvira, que j'ai rencontré hier et aujourd'hui, la situation est assez complexe. Les troubles éclatèrent près de Sanga, au Congo, entre Barundi, résident au Congo (et de nationalité congolaise) et Sefulero. Le résultat de ces troubles fut que 5 habitants de Sanga furent assassinés et qu'un millier de Barundi s'enfuirent de l'autre côté de la frontière.

Les troubles en question furent provoqués par une histoire de bétail. Le 7 avril, quelques citoyens congolais firent une descente de l'autre côté de la frontière et prirent quelques têtes de bétail. Les Barundi, d'Urundi, vinrent à Sanga pour reprendre leurs bêtes mais ils furent battus et leurs bicyclettes prises. Le jour suivant, 8 avril, était jour de marché en Urundi et les Barundi habitant là prirent 13 bicyclettes appartenant à des Congolais venus au marché. C'est ainsi que les incidents de Sanga devinrent internationaux.

Le semaine dernière, une patrouille de l'ONUC, conjointement avec des gendarmes d'Uvira, s'est rendue à Sanga, a repris quelques-uns des biens volés et les a rendus aux propriétaires des deux côtés de la frontière. Ils arrêtèrent 15 hommes qui avouèrent avoir effectué les vols et les assassinats. Ces prisonniers furent emmenés à Uvira.

Le résultat des incidents ci-dessus mentionnés a été d'agiter les esprits non seulement à Sanga mais aussi de l'autre côté de la frontière où se trouvent encore la plupart des 1 000 réfugiés Barundi de nationalité congolaise.

S.E. Monsieur le Ministre  
des Affaires Intérieures  
Ministère des Affaires Intérieures  
Bukavu

copie à : S.E. M. le Ministre des Affaires Economiques, Bukavu  
Commissaire de District, Bukavu  
Commandant NSEDE, Etat-Major, Bukavu



L'Administrateur du Territoire d'Ovira fait tout ce qu'il peut pour calmer les esprits mais, en raison du caractère international des troubles, il est nécessaire de parvenir à un accord avec les autorités de l'Urundi.

C'est pour cette raison, ~~et avec l'accord du Commissaire de District de Sud-Kivu, Monsieur Etienne CHYROMBE,~~ qu'ont été organisées les premières prises de contact d'aujourd'hui, à la frontière, sur le pont de la Ruzizi à Senge, entre les autorités de l'Urundi et l'Administrateur du Territoire d'Ovira, avec l'aide de l'ONUC. L'équipe Urundi se composait de Ministre de l'Intérieur Burundi, Monsieur TIGENDEREZA, les Administrateurs des provinces de Bubanza et Chibitoke, l'Adjoint de l'un de ceux-ci et deux Belges, M. Lennoy du Gouvernement de Tutelle et M. de Bergh, Administrateur du Territoire. Du côté congolais il y avait M. Paulin BANYANGA et son secrétaire. J'ai présidé la réunion avec l'aide de deux officiers ONUC. Quelques commissaires de police des deux côtés étaient présents mais aucun militaire, belge ou congolais. Le Lieutenant Barrow de l'ANC a déclaré qu'il aimerait être présent et, bien que nous ne voulions pas de représentants militaires à la réunion qui s'occupait d'une question purement civile, il a été entendu qu'il pourrait y assister. Un officier ONUC vint le chercher à 8 heures ce matin pour l'amener à la réunion mais bien qu'ayant attendu jusqu'à 9 heures, le Lieutenant Barrow ne vint pas. Il est arrivé finalement à midi dix alors que la réunion était terminée.

Cette première prise de contact a permis de formuler les propositions suivantes que je suis chargé de soumettre à votre accord.

La tension des deux côtés de la frontière est extrêmement préjudiciable à l'économie locale des deux pays. Les villageois des deux côtés ont toujours commercé entre eux par la frontière. Ce commerce a maintenant cessé. Afin d'obtenir un retour à la normale, pour assurer le retour à leurs propriétaires des biens volés (y compris les 13 bicyclettes appartenant à des Congolais) et aussi pour éviter le retour de semblables incidents, une nouvelle réunion devrait se tenir vendredi prochain 26 avril à 9 heures du matin au pont de Senge. Elle pourrait comprendre, du côté congolais, l'Administrateur du Territoire d'Ovira, le Chef de poste de Senge et les trois Chefs coutumiers congolais des Burundi, Befulero et Bevira. De l'autre côté, il y aurait l'Administrateur des provinces de Bubanza et Chibitoke et trois bourgmestres des villages voisins. Le Président du groupe serait le Lieutenant Obansenje des forces de l'ONUC.

Vous noterez que, du côté Urundi, il n'y aura pas de Belges ni de militaires. Je crois que du côté Congo il serait préférable de ne pas envoyer de militaires non plus car il s'agit d'une affaire purement civile qui doit être résolue par les autorités civiles.

Si vous êtes d'accord pour que la réunion se tienne bien vendredi prochain 28 avril, veuillez, Monsieur le Ministre, le faire savoir à l'Administrateur du Territoire d'Ovire et à moi-même (Tél. 24-79) à l'Etat-Major de l'ONUC à Bukavu pour que j'informe l'officier ONUC d'Ovire.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

F.N. Fitz Gerald  
Chef p.i. de la Mission Civile de l'ONUC  
pour le Kivu



ORGANISATION DES NATIONS  
UNIES AU CONGO

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

INTER-OFFICE MEMORANDUM

✓ M.A.

Ref: 251/61

27 April 1961

TO : Mr. Mekki Abbas, ONUC Leo  
FROM : F.N. Fitz Gerald, Bukavu  
SUBJECT : Alliance des Jeunesses Africaines

..... I attach hereto declaration received from  
the Alliance des Jeunesses Africaines. This  
group has no real influence in Bukavu.

FNFG:LN



Bukavu II, 24 avril 1961.  
SIÈGE CENTRAL - B. P. 6113

Monsieur le représentant de l'ONU  
à Bukavu de et à  
B U K A V U

N/Réf.

V/Réf. S.C./00201

Monsieur le représentant,

En annexe, vous trouverez la déclaration de l'Alliance des jeunes africaines concernant les événements de CUBA que veuillez bien vouloir transmettre au siège de l'ONU à New-York.

Dans l'espoir d'une satisfaction, nous vous prions d'agréer, Monsieur le représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

Le secrétaire général de l'A.J.A.

KISSONGA-MAZAKALA, Rachel Albert



# Déclaration N° 201 publiée au secrétariat général de l'Alliance des jeunesses africaines relatives aux récents événements de CUBA, en date du 20 avril 1961.

Considérant que les opérations militaires actuelles des U.S.A. au CUBA constitue une agression contre l'Etat souverain et indépendant de CUBA,

Considérant que la guerre déclenchée contre le CUBA constitue une menace pour la paix du monde,  
Considérant que l'action barbare et sauvage américaine est contraire à l'option politique fondamentale des Nations Unies,

Le Conseil supérieur de l'ALLIANCE DES JEUNESSES AFRICAINES réuni le 19 avril 1961 demande :

- Aux gouvernements du monde entier de porter toute aide possible au gouvernement de FIDEL CASTRO et au peuple cubain dans leur lutte contre les envahisseurs impérialistes américains;
- Aux gouvernements du monde entier de rompre toutes relations diplomatiques et économiques avec le gouvernement des Etats Unis;
- A l'Assemblée générale de l'ONU d'exclure les Etats Unis des Nations Unies, vu le viol commis à l'Article Ier de la Charte des Nations Unies par le gouvernement KENNEDY;
- A toutes les organisations des masses, à tous les jeunes gens et jeunes filles du Congo, de l'Afrique et du monde de se mobiliser pour aider les CUBAINS à chasser les agresseurs impérialistes américains du CUBA.

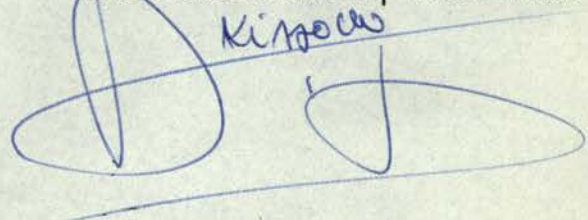
Copies envoyées au Secrétariat général des Nations Unies avec prière d'en transmettre le contenu à toutes les délégations à l'ONU, aux gouvernements de la République populaire chinoise, de la République démocratique allemande, de la République démocratique populaire du Vietnam, de la République islamique de Mauritanie et à la F.M.J.D. (Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique).

Fait à BUKAVU (République du Congo), le 20 avril 1961

Pour le Conseil supérieur de l'A.J.A.

Le Secrétaire Général,

KISSONGA MAZAKALA, Rachel Albert.





Ref: 213/61

14 April 1961

Mr. H. Granville-Fletcher, Chief OPI, ONUC Leo  
F.N. Fitz Gerald, A/Chief Civilian Officer, Bukavu  
ONUC Public Information in the Provinces

1. With reference to the minutes of the Chief Administrative Officer's meeting of 4 April (CAO 61-7), para 20, which reads: "No suggestion had so far been received from field offices in regard to publicity for ONUC in the various provinces", I must say that we here in the Kivu were not aware that you wanted suggestions.

2. Occasionally we have issued brief statements (usually denials of some rumour or accusation against ONUC) to the press or Radio Bukavu. The ONUC military and I agreed to do much more in the way of propaganda, but so far we have had no time to work on such a programme.

3. The functions of ONUC are either not known or are completely misunderstood in the Kivu. Two examples out of many: ONUC is accused by the Premier Bourgmestre of Bukavu of being responsible for the shortage of petrol (gasoline) for rubbish disposal, because we had to reduce the ration we give the commune out of our ONUC supplies from 420 litres per week to 200 litres. I answered this quite sharply in a letter, but how many others are there who think ONUC should be a free petrol pump and forget that it was their own anarchy, their own looting of stocks, that caused the present serious penury of petrol in the Province. Secondly, the Swiss Director of IRSAC, a non-governmental scientific institution, said to me recently that the Security Council resolution of 21 February meant ONUC was trying to get rid of all Europeans from the Congo. I disabused him, but the myriad others who make the same mistake cannot be reached without some wider media. ONUC is accused of doing nothing for the Province and there is need to inform the public of what we do in the field of Civilian Operations, to mention only one aspect.

4. We also need to be able to make announcements, issue warnings, etc.

5. All of this could be done, if we had the time. But time is not available to us. Above all, not merely must the ideas be put on paper (and cleared with the various experts), but translated into at least two

cc: Dr. Sture Linnér, ONUC Leo  
Mr. S.H. Ahmed, ONUC Leo  
Mr. J. Kelly, ONUC Leo

/2....



languages, French and Kiswahili, or, if composed in French, translated into English (for the ONUC military) and Kiswahili. Lingala must also be used for anything addressed to the ANC.

6. The general climate in the Kivu today is that the security situation is much better but the economic situation is disastrous. The action we are taking with the government to improve the economy is useless if the people do not understand and support it. Smuggling and black-marketing, which are undermining the economy to a truly dangerous extent, can only be suppressed by public cooperation. Rumours must be quietened by publicising the true facts. Government measures (proposed by ONUC) must be explained. All this needs a continual public information activity by someone, but if you look at the Kivu Civilian Operations staff list you will see that it is the smallest mission in the Congo, facing perhaps the worst task of economic rehabilitation.

7. Our proposals are as follows:

(a) Media to be used: Two Bukavu newspapers, Radio Bukavu, and public announcing system from jeeps for urgent announcements (we have "loud hailer" but never use them).

(b) Material to be provided:

- i. Propaganda to get public cooperation in economic, social, hygienic, etc. measures ordered or recommended by the Government (which means by ONUC, since the Government is dormant in these fields).
- ii. Announcements of an urgent nature, appeals to rural populations, etc.
- iii. Announcements of a security nature (routes of ONUC/ANC patrols, so that local ANC do not refuse to allow them to pass on grounds they are "Mobutists" in disguise).
- iv. Simple instructions on hygiene, home economy, civic duties, etc. (Prepared as necessary by the ONUC Civilian Operations staff in the Kivu).
- v. Information on the purposes and activities of ONUC, to dispel popular misunderstandings, often inspired by anti-ONUC elements.

(c) Personnel required

- i. One Information Officer, French mother-tongue, able to speak and read English. The Officer should have a knowledge of ONUC policy and preferably no previous colonial service.



- 3 -

- ii. One bilingual French/English secretary. This is essential unless the Officer is willing to do all his own typing, cut stencils, etc.
- iii. Translation into Kiswahili and Lingala will be assured by local ONUC staff.

(d) Method of work

The Information Officer would keep himself informed of ONUC civilian and military activities, suggest when and how information should be disseminated, consult the Provincial authorities to get necessary clearances, work with the responsible staff of the media under (a) above to ensure good working relations and results.

8. I cannot stress enough the value of such an operation in the Kivu. The ignorance about the nature of the economic and social problems, their causes and their solution, the fantastic rumours, the slander-campaigns against ONUC, could be dispelled in a relatively short time with a competent and energetic Information Officer in the Kivu.

9. I suggest that this experiment be tried, even on a temporary basis (but not less than two months). It should start in the immediate future. I need not stress the importance of the officer concerned being of a character able to cooperate with the local Congolese authorities (who certainly do not help by much cooperation on their side). Patience and understanding of the Congolese mentality is essential.

10. Please let me have your comments.

FNFG:LN



14 April 1961

Dear Mr. Fitzgerald,

Further to your BULE 412, I enclose French version of Doc S/4775 dated 31 March covering the exchange of correspondence concerning Matadi.

Yours,

JEAN-PIERRE MARTIN

Mr. F. FITZGERALD  
Administrative Officer  
ONUC - Bukavu



14 April 1961

Dear Mr. Fitzgerald,

As requested in your cable BULE 411, enclosed  
please find French text of SECCO Document S/4782 of 4 April.

Yours,

JEAN-PIERRE MARTIN

Mr. F. FITZGERALD  
Administrative Officer  
ONUC - Bukavu



No. 193/61

10 April 1961

2K

cc Refugee file

Colonel Nazaruddin, MSF Kindu

F.N. Fitz Gerald, A/Chief of Mission, Bukavu  
Political Refugees in Leo

You will recall you gave me a list of Lumumbists in Leo whom the D.C. of Kindu wanted flown out to Kivu. The Government in Bukavu gave me a similar list.

Herewith is a reply to the D.C. You will note that none of them (except two who may be in prison) is now under UN protection, and two of them have taken jobs with the Government in Leo!

I hope the D.C. is satisfied with our efforts.

Please acknowledge receipt and delivery to the District Commissioner and tell me his reactions.

cc: Mr. Kelly, Leo ✓

Chrono

File (2)



ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO

POUR LE KIVU  
BOITE POSTALE 2279, BUKAVU  
RÉPUBLIQUE DU CONGO  
TEL : 2843 - 2923  
CABLE: ONUC BUKAVU

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

No. 184/61

10 avril 1961

Monsieur le Ministre,

Je me réfère à vos lettres 111/123/Cab. du 30 mars 1961 et 2211/45/Cab. du 5 avril 1961 (cette dernière lettre signée par S.E. Monsieur le Président du Gouvernement Provincial et Monsieur le Ministre des Affaires Intérieures), concernant plusieurs membres de partis politiques dont vous nous signalez qu'ils ont été arrêtés, qu'ils sont bloqués à Léopoldville ou se trouvent sous la protection de l'ONUC à Léo. Je me réfère également à une autre liste de réfugiés politiques que nous a communiquée Monsieur SALUMU Ambroise, Commissaire de District de Kindu.

Nous vous transmettons ci-dessous toutes les informations que nous avons pu obtenir jusqu'à présent sur ces personnes:

<u>Nom</u>	<u>Situation actuelle</u>
M. Alexandre MANAMBA Ministre des Affaires Foncières Gouvernement de STAN	Actuellement Secrétaire d'Etat aux Mines et à l'Energie dans le Gouvernement de LEO.

Son Excellence  
Monsieur le Ministre de la Justice  
Ministère de la Justice  
Bukavu

copie à: S.E. M. le Président du Gouvernement Provincial, Bukavu  
S.E. M. le Ministre Provincial des Affaires Intérieures,  
Bukavu  
Monsieur SALUMU Ambroise, Commissaire de District, KINDU



<u>Nom</u>	<u>Situation actuelle</u>
M. Joseph KASONGO Président de la Chambre	Enquête incomplète
M. Jean-Marie LUMANAMANA Stagiaire	Est arrivé à Shangugu venant de Bruxelles mais n'avait pas de laissez-passer pour entrer au Kivu. Les autorités du Ruanda l'ont envoyé à Usuabura où le Gouvernement de Léo a accepté de payer les frais de son voyage à Léo. Nous ignorons son adresse actuelle à Léo.
M. Roger BOHAMBA (ou BOLIMBA)	Parti volontairement du Camp de protection de l'ONUC à Léo le 3 mars.
M. Joseph SANGO Sénateur	Parti volontairement de Léo pour Luluabourg au mois de janvier. Adresse actuelle inconnue.
M. Pascal LUANGHY	Secrétaire général à la Fonction Publique à Léo.
M. Victor TCHOMBA Président MNC/L de GOMA	Enquête incomplète
M. Alexandre KAKOMBA )	N'ont jamais demandé la protection
M. TSCHIBONGU )	de l'ONUC à Léo.
M. MUKOLOGI )	
M. LONGWA )	
M. FORTUNAT )	

Quant à Messieurs Joseph KASONGO et Victor TCHOMBA, que l'on croit actuellement en prison, nous poursuivons notre enquête et ne manquerons pas de vous tenir au courant.

Espérant que ces quelques informations vous seront utiles, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

P.W. Fitz Gerald  
Chef p.i. de la Mission Civile ONUC  
pour le Kivu



PROTECTION OR ASYLUM BY UN

JK

29 March 1961

The following are the principles, submitted by the Secretary-General to the UN Security Council (Document S/4637), upon which ONUC gives protection or asylum. They will be strictly observed. A copy of this document will be shown to and read by each person requesting political protection or asylum in ONUC areas in the Kivu/Maniema:

- a) Asylum is granted only to persons who can show that they are in real danger of assassination, arbitrary arrest, ill-treatment or other persecution on account of their race, tribal origin, nationality, religion, political convictions or associations;
- b) UN protection is not granted to avoid lawful prosecution on charges of common law crimes, but the benefit of the doubt is given to applicants for asylum where the charges appear to be politically motivated, or where there appears to be jeopardy to life;
- c) Once granted UN asylum, the protected persons are prohibited from conducting any outside political activities, or from sending out communications other than of a strictly humanitarian nature, e.g. information to close relatives as to their personal safety.
- d) Protected persons are free to leave UN asylum at any time at their own discretion, but once they leave the protected area, UN cannot assume any further responsibility for their safety.

F.N. Fitz Gerald, Acting Chief  
ONUC Civilian Mission for Kivu/Maniema

- - -

PROTECTION OU ASILE ACCORDES PAR LES NATIONS UNIES

29 mars 1961

L'ONUC accorde protection ou asile compte tenu des principes ci-après, présentés par le Secrétaire-Général au Conseil de Sécurité des Nations Unies (document S/4637). Ces principes doivent être strictement observés. Un exemplaire du présent document sera montré et lu par chaque personne demandant asile ou protection politique dans les zones de l'ONUC au Kivu/Maniéma:

- a) L'asile n'est accordé qu'aux personnes qui peuvent prouver qu'elles sont véritablement menacées d'assassinat, d'arrestation arbitraire, de brutalités ou autres sévices en raison de leur race, de leur origine tribale, de leur nationalité, de leur religion, de leurs convictions politiques ou de leur parti;
- b) La protection accordée par l'ONUC n'a pas pour but d'entraver les poursuites légales pour crimes ou délits de droit commun, mais l'on donne aux personnes qui demandent asile le bénéfice du doute lorsque les charges relevées contre elles paraissent avoir des motifs politiques, ou lorsqu'il semble que leur vie soit en danger;
- c) Dès que l'ONUC leur a donné asile, les personnes protégées ne peuvent plus exercer d'activités politiques extérieures ou envoyer du courrier qui ne revêtirait pas un caractère strictement humanitaire, par exemple des nouvelles aux proches parents pour leur faire savoir qu'elles sont en sécurité;
- d) Les personnes protégées sont libres de renoncer à tout moment et de leur propre initiative à l'asile accordé par l'ONUC, mais, lorsqu'elles ont quitté la zone protégée, l'ONUC ne peut être tenue pour responsable de leur sécurité.

F.N. Fitz Gerald, Chef a.i. de la  
Mission Civile ONUC pour le Kivu/Maniéma



23 March 1961

Dear F.T.,

I enclose herewith a copy of cable BULE 308/61 dated 22 March 1961 from Fitzgerald, Bukavu. It may or may not be of any use to you.

Yours sincerely,

J. KELLY

Assistant to the Special Representative

Mr. F.T.LIU  
Trusteeship Dept.  
U N - New York



23 March 1961

Dear Fitzgerald,

Further to my cable BU-222, I enclose herewith a copy of Document S/4768.

Immediately on receipt of your BULE-261, Mr. Abbas transmitted it himself in toto to New York. I have seen it only yesterday.

Yours,

J. KELLY

Mr. F. FITZGERALD  
Administrative Officer  
ONUC  
Bukavu.



20 March, 1961

Dear Fitzgerald,

At the request of the Netherlands Embassy I am sending to you a parcel of medical requirements for Mr. J. de Jager, Plantations de Lukayo, B.P. 761, Bukavu. I would be glad if you would have the parcel sent to Mr. de Jager.

Yours sincerely,

J.D.R. Kelly  
Assistant to the Special  
Representative

Mr. F. Fitzgerald  
Administrative Officer  
Bukavu





ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO

POUR LE KIVU  
BOÎTE POSTALE 2279, BUKAVU  
RÉPUBLIQUE DU CONGO  
TEL : 2843 - 2923  
CABLE : ONUC BUKAVU

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

No. 124/61

16 mars 1961

Monsieur le Directeur,

Je vous prie de bien vouloir faire lire à Radio Bukavu aujourd'hui 16 mars, en français, kiswahili et lingala, le communiqué suivant qui constitue un démenti:

" Le Commandement des Forces des Nations Unies pour le Kivu-Maniéma dément de la façon la plus formelle les faux bruits mis en circulation par plusieurs radios étrangères et selon lesquels il y aurait eu un conflit entre les Forces de l'ONU à Kindu et l'Armée Nationale Congolaise. Les relations entre les Forces de l'ONU et l'Armée Nationale Congolaise à Kindu sont au contraire excellentes."

En vous remerciant à l'avance, Monsieur le Directeur, je vous prie d'agréer l'assurance de ma considération distinguée.

*F. N. Fitz Gerald*  
F.N. Fitz Gerald  
Chef p.i. de la Mission Civile de l'ONUC  
pour le Kivu

Monsieur le Directeur  
de Radio Bukavu  
Bukavu

copies à: S.E. Monsieur le Président du Gouvernement provincial, Bukavu  
Mr. Mikki Abbas, ONUC Léopoldville ✓  
OPI, ONUC Léopoldville





ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO

POUR LE KIVU  
BOÎTE POSTALE 2279, BUKAVU  
RÉPUBLIQUE DU CONGO  
TEL : 2843 - 2923  
CABLE: ONUC BUKAVU

Mr J. Kelly ONUC Léo  
25  
III

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

No. de réf: 102/61

16 mars 1961

Monsieur le Président,

Le 10 mars 1961 le Général Lundula a présidé une réunion à laquelle participaient les autorités congolaises et ONUC de Kindu et où furent discutés divers problèmes touchant le Maniéma, tant du point de vue militaire que civil.

A: S.E. Monsieur A. Omari  
Président du Gouvernement Provincial  
Gouvernement provincial, Bukavu

copie à: S.E. Monsieur le Vice Premier Ministre Gizenga  
Stanleyville  
- Le Général Lundula, Stanleyville  
- S.E. Monsieur le Ministre Bisukiro  
Hôtel Riviera, Bukavu  
- S.E. Monsieur A. Salumu  
Commissaire de District  
Kindu  
- Major Benezette  
Commandant de l'ANC  
Kindu  
- Monsieur l'Ambassadeur Dayal  
ONUC Léopoldville  
- Monsieur Duran  
Chef des Opérations Civiles de l'ONUC  
pour la Province Orientale  
Stanleyville





ORGANISATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO

POUR LE KIVU  
BOÎTE POSTALE 2279, BUKAVU  
RÉPUBLIQUE DU CONGO  
TEL : 2843 - 2923  
CABLE: ONUC BUKAVU

UNITED NATIONS ORGANIZATION  
IN THE CONGO

No. de réf: 102/61

16 mars 1961

Monsieur le Président,

Le 10 mars 1961 le Général Lundula a présidé une réunion à laquelle participaient les autorités congolaises et ONUC de Kindu et où furent discutés divers problèmes touchant le Maniéma, tant du point de vue militaire que civil.

A: S.E. Monsieur A. Omari  
Président du Gouvernement Provincial  
Gouvernement provincial, Bukavu

copie à: S.E. Monsieur le Vice Premier Ministre Gizenga  
Stanleyville

- Le Général Lundula, Stanleyville
- S.E. Monsieur le Ministre Bisukiro  
Hôtel Riviera, Bukavu
- S.E. Monsieur A. Salumu  
Commissaire de District  
Kindu
- Major Benezette  
Commandant de l'ANC  
Kindu
- Monsieur l'Ambassadeur Dayal  
ONUC Léopoldville
- Monsieur Duran  
Chef des Opérations Civiles de l'ONUC  
pour la Province Orientale  
Stanleyville



Assistaient à la réunion:

Autorités congolaises

S.E. Monsieur MWEMBE  
Ministre de la Justice, Stanleyville  
S.E. Monsieur SOUMIALOT  
Ministre de la Justice, Province  
du Kivu, Bukavu  
Monsieur Ambroise SALUMU  
Commissaire de District  
Kindu  
Monsieur Joseph HERADY  
Commissaire de District adjoint  
Kindu  
Monsieur Louis AKUNDA  
Secrétaire du Général LUNDULA  
Monsieur MUSHENGZI  
Chef de territoire  
Monsieur MUMPONDO  
Sénateur  
Monsieur ZILANGA  
Sénateur

Autorités de l'ONU

Général de brigade OTU  
Représentant le Commandant en Chef  
des troupes de l'ONUC  
Lt. Colonel J. AGUIYI-IRONSI  
Commandant des forces ONUC dans la  
Province du Kivu-Maniéma  
Lt. Colonel Ungku NAZARUDDIN  
Commandant les forces ONUC dans le  
District du Maniéma  
Monsieur F.N. Fitz Gerald  
Chef p.i. de la Mission Civile  
de l'ONUC dans la province du  
Kivu-Maniéma

Observateur: Monseigneur Pierre SHINDANO, représentant l'Evêque de Kindu, empêché pour raisons de santé.

Les problèmes discutés ont porté notamment sur:

- a) la formation de patrouilles mixtes ONUC/ANC dans les régions rurales;
- b) l'évacuation de certains étrangers, surtout missionnaires, qui ont été blessés ces dernières semaines au cours d'attaques provoquées par des civils ou des policiers et soldats indisciplinés, ou qui sont malades;
- c) les moyens de prévenir, avec l'aide de l'ONU, la famine qui menace la population du Maniéma dans certaines régions où l'on ne peut se procurer les vivres nécessaires;
- d) la reconstruction économique de la province, après les très graves atteintes que lui ont portées deux mois d'anarchie.



Les participants se sont mis d'accord sur les points suivants:

- a) La formation de patrouilles mixtes ONUC/ANC est très souhaitable. Elles pourraient se rendre dans les régions rurales et obtenir des informations sur la situation dans ces régions, particulièrement en ce qui concerne les menaces de famine et d'épidémie; elles pourraient également porter secours aux personnes malades ou autres, se trouvant dans le besoin. Ces patrouilles permettraient aussi, par leur présence, de ramener l'ordre et le respect de la loi dans les régions troublées.
- b) Les étrangers qui seraient véritablement malades ou qui auraient été blessés au point de nécessiter un traitement médical qu'ils ne peuvent trouver à Kindu pourraient être évacués par un avion de l'ONU vers des hôpitaux pouvant leur fournir les soins nécessaires ou vers leurs pays d'origine. (Comme vous le savez, certains d'entre eux ont été évacués depuis la réunion, avec l'accord des autorités locales).
- c) L'ONU aidera les autorités locales à réunir rapidement toutes informations sur les menaces de famine locale ou d'épidémie, afin de prendre les mesures d'urgence destinées à remédier à la situation, là où ce sera nécessaire. Il a été précisé que l'ONU ne peut assurer une aide, si grave que soit la situation, tant que la sécurité ne sera pas revenue dans les régions affectées. Ce sont les autorités congolaises qui sont responsables au premier chef de la sécurité, et plus particulièrement les commandants locaux, civils et militaires. Des patrouilles mixtes ONUC/ANC venant de Kindu pourraient aider à obtenir les informations nécessaires sur la famine et les risques d'épidémie, mais l'on cite le cas d'une patrouille, autorisée par le Commissaire de District de Kindu et par le Major Benezette, Commandant de l'ANC à Kindu qui, malgré cela, ne fut pas autorisée par l'administrateur congolais local à se rendre à Kalima où elle se rendait avec des vivres pour la population dont on savait qu'elle était presque réduite à la famine. Les participants se sont mis d'accord pour que ce genre d'incident avec les autorités locales ne puisse se renouveler dans l'intérêt de la population de la province.
- d) la reconstruction économique de la province. J'ai proposé que la suite logique des mesures à prendre soit:
  - de procurer des billets de banque à la Banque Centrale de Bukavu pour permettre de faire face aux besoins de la province, et de procurer des carburants, achetés avec des devises étrangères fournies par le siège de la Banque Centrale de Léopoldville. Comme vous le savez, ces deux mesures ont déjà reçu un début d'exécution par l'ONU le jour précédant notre réunion de Kindu.
  - de réunir toutes les informations vitales sur les menaces de famine et les risques d'épidémie.



- de prendre des mesures d'urgence pour lutter contre la famine et les épidémies si cela s'avérait nécessaire.
- d'importer le matériel nécessaire pour que reprenne le travail des mines, ainsi que les changements de personnel, à la fois par des échanges, là où cela est nécessaire, entre le personnel technique européen qui ne désire pas rester plus longtemps et un personnel technique européen venant de l'étranger, et par une africanisation progressive du personnel minier quand les Congolais possèdent une formation suffisante pour le travail. Pour le moment toutefois, il est vital que les mines reprennent le travail en sorte qu'elles soient à même d'exporter leurs minerais et de faire rentrer par leurs gains des devises étrangères tout en sauvant du chômage de nombreux milliers de travailleurs congolais.
- finalement, de reprendre le développement agricole, tant pour la consommation domestique que pour l'exportation. A ce sujet, cependant, il a été reconnu que les problèmes de sécurité sont plus graves dans les fermes isolées que dans les régions de mines assez limitées et que la reconstruction agricole devrait donc passer en second, pour le moment.

Dans toutes ces propositions, il a été souligné que la première condition en est la sécurité des personnes (qu'elles soient congolaises ou étrangères) et des biens. A l'heure actuelle, il n'y a aucune sécurité et il est donc impossible de faire démarrer le programme de reconstruction décrit ci-dessus. Comme on l'a répété, la sécurité ne peut être ramenée dans la province que par l'action des autorités congolaises civiles et militaires elles-mêmes, qui doivent être pleinement rendues conscientes de leurs responsabilités et de leurs devoirs sur ce point.

Ce qui précède, Monsieur le Président, résume la partie de la discussion portant sur la Province du Kivu-Maniéma.

Aussitôt après la réunion, le Général Lundula, le Général OTU, le Colonel AGUIYI-IRONSI et moi-même sommes retournés à Stanleyville où nous avons eu des entretiens sur les mêmes sujets que ci-dessus avec le Vice-Premier Ministre, S.E. Monsieur Gizenga.

Incidemment, je dois vous dire que M. Gizenga est allé beaucoup plus loin que la réunion en ce qui concerne le départ des étrangers du Congo. Il a déclaré catégoriquement que tous les étrangers étaient libres de quitter le Congo, à condition qu'ils signent une déclaration signifiant qu'ils le quittaient librement et non à cause du régime existant au Kivu et dans la Province Orientale.

S.E. Monsieur Soumialot, votre Ministre de la Justice, est resté à Kindu après la réunion où, comme je l'ai appris, il a tenu une réunion publique à l'Hôtel Relais. Au cours de cette réunion, il a protesté contre les Nations Unies qui n'aidaient pas les Congolais mais seulement les étrangers. Il a continué en menaçant d'arrêter plusieurs étrangers le jour suivant.



Le résultat de ce discours enflammé a été de terrifier une fois de plus les étrangers se trouvant à Kindu qui commençaient à reprendre leur travail, et un certain nombre d'entre eux sont allés demander la protection de l'ONU. Outre le fait que les menaces de Monsieur Soumialot vis-à-vis des étrangers est tout à fait contraire à la politique que vous avez vous-même exposée au Colonel Ironsi et à moi lors d'un récent conseil des ministres auquel a pris part Monsieur Soumialot, vous comprendrez que de telles menaces sont une vraie folie qui ne peuvent que bouleverser une fois de plus les techniciens et commerçants étrangers et leur faire interrompre ces opérations mêmes qui sont d'un intérêt vital pour sauver la Province d'un désastre complet.

Je dois donc protester vigoureusement, au nom des Nations Unies, contre les violentes menaces formulées par Monsieur Soumialot comme étant à la fois indignes de votre gouvernement et aussi comme étant désastreuses et contraires à tout espoir de reconstruction de l'économie.

En rédigeant ce rapport, je ne sais pas encore si les violences de langage de Monsieur Soumialot ont provoqué un autre éclat de violence contre les étrangers de Kindu et du Maniéma mais, dans l'affirmative, je dois vous avertir de la manière la plus solennelle, que votre Ministre de la Justice peut très bien avoir détruit le dernier espoir qu'il y avait de sauver le Maniéma du désastre économique.

Aucune explication de ce que Monsieur Soumialot voulait vraiment dire ne peut réparer le mal que cet éclat peut avoir causé, car les gens non avertis qui l'écoutaient ne peuvent pas avoir compris autre chose qu'une incitation à de nouvelles violences contre ces mêmes éléments étrangers sur lesquels repose en grande partie l'économie du Kivu.

Quant à la déclaration de Monsieur Soumialot affirmant que les Nations Unies ne s'occupaient que des étrangers, je dois protester avec vigueur contre une erreur aussi criarde. Laissant de côté tout ce que les Nations Unies ont accompli ou entrepris sous le régime du Président Miruho, je voudrais souligner ce qui a été fait ou entrepris par l'ONU depuis que vous-même, Monsieur le Président, êtes entré en fonction tout récemment.

Le Conseil Monétaire, avec l'aide de l'ONUC, a fait parvenir à la Province une quantité importante de fonds afin d'alléger ses difficultés financières.

L'ONU s'est entendu avec le siège de la Banque Centrale à Léopoldville pour qu'il fournisse les devises étrangères indispensables pour importer d'urgence du carburant pour la province et des licences ont déjà été accordées.

L'ONU a engagé, à ses frais, deux techniciens destinés à la Centrale électrique de Bukavu afin de prévenir toute nouvelle panne de cette installation vitale.

Une nouvelle équipe médicale, composée de six personnes, a commencé à travailler à Bukavu et je vous ai dit que de nouvelles équipes seront envoyées dans la province du Kivu aussitôt que vous pourrez garantir leur sécurité de façon effective.



Les forces militaires de l'ONU, en coopération avec l'ANC, s'efforcent d'étudier les dangers de famine et d'épidémies dans les régions rurales bien que cette tâche soit rendue actuellement très difficile par le refus de certains administrateurs locaux et de membres de l'ANC de permettre à ces patrouilles d'entrer dans leur territoire.

L'ONU fait actuellement venir du lait en poudre pour subvenir aux besoins les plus pressants de Bukavu et plusieurs tonnes de médicaments pour différents centres de la province.

Quand les conditions le permettront, l'ONU aidera la province en conseillant les autorités responsables pour la reconstruction économique mentionnée plus haut.

L'ONU espère pouvoir, en temps voulu, procurer aux autorités provinciales un certain nombre de professeurs, agronomes, experts économistes, experts en marketing, tant dans le domaine industriel qu'agricole. Je ne mentionne ici que quelques-unes de nos activités.

La Mission Civile de l'ONUC pour le Kivu-Maniéma est à votre entière disposition, à n'importe quelle heure, pour aider et conseiller éventuellement vous-même et les autorités officielles sous votre juridiction, mais évidemment notre travail devient sans utilité si votre Ministre de la Justice mine la confiance en l'objectivité de l'ONU de la manière dont il l'a fait à Kindu le 10 mars.

Il n'est pas exact que l'ONU ne s'occupe que du bien des étrangers au Congo, comme le démontre l'exposé ci-dessus de nos activités présentes. L'ONU doit, naturellement, en premier lieu, protéger les plus faibles et ceux qui sont dans le besoin, sans s'occuper de questions de race, de couleur ou d'opinions politiques ou religieuses. Je sais que vous ne contesterez pas ce premier devoir des Nations Unies car c'est la base même de la raison d'être des Nations Unies.

Monsieur le Président, je dois vous prier instamment à la fois de remédier au mal déjà fait au Maniéma par la déclaration enflammée faite en public par Monsieur Soumialot et d'essayer de le convaincre qu'une telle conduite de sa part ne peut que nuire à la Province du Kivu-Maniéma qui, je le sais, vous est chère.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

F.N. Fitz Gerald  
Chef p.i. de la Mission Civile ONUC  
pour le Kivu-Maniéma



11 March 1961

21 20/4

Dear Kelly,

While the incident referred to in my BULE 253 and Dr. Nicholas' BULE 254, and the enclosed note was, of course, inexcusable, on the other hand Dr. Nicholas' team, and in particular he himself and Rollier, disregarded our warnings and were rather indiscreet. There is no beer being manufactured in Bukavu, and as you know this is a major disaster for the Congolese. In fact, on morning of 8 March (the day before the incident) the Minister of Finance came to beg me for diesel oil to dépanner the brewery. I refused, since we get demands from all Ministries and cannot supply the Province with all the petrol and oil they request, but I also pointed out that Beer was not the most urgent economic deficiency in the Province.

On the afternoon of the same day, without consulting anyone, Nicholas and Rollier went to the brewery and asked to buy beer. They were asked by the Director who they were, and refused to answer him. He then told them to return next morning. At 1000 hrs on 9 March Rollier went alone, and the Director had organised a group of ANC to stand by. When Rollier appeared he was arrested.

Some Nigerian soldiers passing by were called in and stated that there were no UN civilians in Bukavu and that Rollier had no right to his ONUC card (which he had shown) nor to the ONUC plaque on his car. As a result he was beaten (in front of the Nigerians) and bundled into a car. He was released at the ANC Etat Major and the Provincial President, the Comdt of ANC and the Director of Medical Service apologised profusely. The incident is therefore closed from our side. The ANC soldier who beat Rollier will be punished and the Director of the brewery is to be "tried".

We cannot identify the Nigerians who denounced Rollier, but I have asked the 2 i/c to inform all men, through their officers, that there are some UN civilians in Bukavu! I did not mention another point, although it seems to me to be in line with UN policy - i.e. that whether Rollier was UN or not, no ONUC soldiers should stand by and permit anyone, of any profession, colour or race, to be beaten before their eyes. I do not like to make this point, as I must maintain good relations with the Nigerians, but I shall certainly drive the point home if you think I should. As I understood it, ONUC forces are to see (a) no ill treatment of prisoners (b) arrests are only to be made on justifiable suspicion and not arbitrarily, and there must be a specific crime.

Taya N. Robinson



Mr Kelly  
- 6th Floor

9 March 1961

To all ONUC Civilian Staff  
in Bukavu

1. To-day, one of our colleagues was beaten and arrested arbitrarily.
2. While in no way excusing the Congolese civilians and soldiers responsible, I must point out that it is the policy of the UN to avoid situations where incidents like this might occur.
3. The Civilian Staff has to circulate in the town of Bukavu and sometimes in the country in the course of service. However, as far as possible, precautions should be taken and the minimum travelling done outside the camp area. Touristic and private visits are not permitted at present.
4. All Staff are reminded that no one may leave Bukavu without first informing the Acting Chief of Mission of the route, time and date of departure and return.

+++++

9 mars 1961

A tout le personnel civil ONUC  
de Bukavu

1. Aujourd'hui, un de nos collègues a été battu et arrêté arbitrairement.
2. Bien que n'excusant en aucune manière les civils et soldats congolais responsables, je tiens à souligner que les instructions de l'ONUC recommandent d'éviter toute situation qui pourrait provoquer des incidents comme celui-ci.
3. Le personnel civil doit se rendre dans la ville de Bukavu et quelquefois hors de la ville pour des raisons de service. Cependant, et dans la mesure du possible, il convient de prendre toutes les précautions nécessaires et de réduire au minimum les voyages hors de la zone militaire ONUC. Quant aux excursions touristiques et privées, elles ne sont pas autorisées pour le moment.
4. Je rappelle à tout le personnel que personne n'est autorisé à quitter Bukavu sans avoir au préalable informé le Chef de mission par intérim de l'itinéraire, de la date et de l'heure du départ et du retour.

+++++